

Coup de hache

**Journal de la Convergence
des luttes anticapitalistes**

★ Printemps 2022 ★



français/english

Coup de hache

Coup de hache: porter un coup à l'aide d'une hache. Historiquement le coup de hache a été la première étape de la colonisation. Présentement des méthodes d'abattage plus sophistiquées renvoient le coup de hache à la résistance. Ex: «Crisser un coup de hache dans la machine capitaliste de destruction de la nature!»

Le 1^{er} mai 2022, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) t'invite à une 15^e manifestation anticapitaliste pour la journée des travailleuses et des travailleurs. Étant un collectif allochtone basé à Tio'tia:ke, il est important pour nous de reconnaître les Kanien'kehá:ka, ou Mohawks, et les nations algonquiennes comme gardien·ne·s des terres et des eaux non cédées sur lesquelles nous nous trouvons. On tient à remercier les Kanien'kehá:ka pour leur protection passée et présente des terres qui rend nos luttes possible ainsi qu'à exprimer notre solidarité avec les communautés mohawks et autres communautés autochtones vivantes et dynamiques qui continuent de prospérer malgré le colonialisme de peuplement en cours.

L'État colonial continue de démontrer qu'il priorise la croissance du capital au détriment de nos vies. Faisant preuve d'hypocrisie totale, nos gouvernements prononcent les mots réconciliation et environnement tout en ignorant les droits souverains des peuples autochtones et en détruisant la terre avec des politiques extractivistes et discriminatoires. **Il est temps de se révolter!**

Plus le temps avance, plus notre système capitaliste dopé aux stéroïdes contribue à la dégradation des conditions climatiques et écologiques qui assurent notre survie. On fonce tout droit vers le mur alors que nos gouvernements se liguent avec des pétrolières, l'industrie forestière et les minières pour continuer de faire passer des projets écocidaire, comme le gazoduc de Coastal GasLink en terre Wet'suwet'en, les coupes à Fairy Creek et les dernières annonces permettant aux minières d'émettre encore plus de particules de zinc et de nickel au soi-disant Québec. Pour défendre leur droit de nous amener à la fin du monde, ils achètent des guns, des flics et des prisons, parce qu'ils savent que les gens résistent, ont toujours résisté et continueront de le faire. L'extractivisme va main dans la main avec le colonialisme et l'oppression des peuples autochtones; ces deux systèmes d'oppression sont centraux pour faire tourner

Table des matières

Colonialisme et extractivisme au soi-disant Canada	4
L'État contre les Zapatistes	5
La planète brûle pis c'est payant en crise!	7
S'initier à l'action non-pacifique vu depuis l'intérieur	10
Kanien'kehá:ka kahnistensera	12
Autochtones en Colombie: un contexte dangereux	14
Les chars, ça fait qu'on paye pour les riches!	16
Des nouvelles de Sheikh Jarrah	17
Mises à jour sur le Yintah	18
Les ouvriers de CGL rêvent-ils de marées noires?	21
Un dépotoir illégal toléré par Québec	23
Le REM	24
De-colonizing a Colonial World	26
Lagos sous les flots	27
Genres de territoires, valse d'oppressions	28
Portrait du Gespe'gewa'gi	31
Retour sur le barrage de la Romaine	33
Une nouvelle constitution pour le Chili?	34
Les médias sociaux, qu'est-ce qu'on crisse avec ça?	35
Un rapport du blocage à Fairy Creek	37
Contre le capitalisme et ses complices	39

Nous reconnaissons que l'ensemble du territoire canadien a été volé à diverses communautés autochtones. Dans la mesure du possible, nous utilisons les noms utilisés par les communautés autochtones locales pour décrire ces territoires. Cependant, dans certains cas, les noms coloniaux des territoires ont été utilisés pour faciliter la lecture.

We recognize that all of Canada's territory has been stolen from various Indigenous communities. Where possible, names used by local Indigenous communities to describe these territories are used. However, in some instances, the colonial names of the territories have been used to facilitate reading.



le système capitaliste qui nous maintient dans une misère qui va de mal en pis.

En réponse, nos mouvements visant l'abolition du capitalisme et de tous les systèmes d'oppression ne cessent de multiplier leurs éclats. On se tient de plus en plus en solidarité avec d'autres communautés et on crée des ponts qui n'existaient pas auparavant. On parle de plus en plus de racisme environnemental, par exemple du dépotoir illégal à Kanesatake qui met en danger la santé du peuple et des terres. On voit apparaître des bannières en Palestine occupée en solidarité avec les défenseur·e·s du territoire Wet'suwet'en. Plusieurs d'entre nous créent des solidarités avec des personnes autochtones à travers différentes luttes de défense des territoires, entre autres avec les Atikamekw sur le Nitaskinan et les Inuit au Nuluuja.

Nous n'avons plus d'autres choix que de refuser ce système de mort basé sur un travail dont l'intérêt premier est l'enrichissement des bourgeois au coût de la destruction de notre santé physique, mentale, et des écosystèmes millénaires infiniment complexes desquels nous sommes dépendant·e·s.

Le 1^{er} mai, exprimons notre rage contre le capitalisme. Levons-nous contre ces oppressions, levons-nous contre la destruction, et construisons un futur radicalement différent. Prenons la rue, ensemble.

Colonial et écocidaire: le capitalisme, c'est la guerre!

The CLAC is a non-indigenous anti-capitalist collective based in tio'tia:ke. We would like to acknowledge that the Kanien'kehá:ka, or Mohawk, and Algonquin Nations are considered the stewards of the unceded lands and waters on which we find ourselves, and Tio'tia:ke has historically been a gathering place for many First Nations. We would like to thank the Kanien'kehá:ka for their past and present stewardship over and protection of the lands that make our pursuit of justice here possible, and to express our solidarity with the vibrant Mohawk and other indigenous communities that continue to thrive despite the ongoing settler-colonialism. All of us living and organizing in Tiohtia:ke have a responsibility to uphold the original intent, laws, and spirit of the Two-Row Wampum, which is based on reciprocal relationships of peace, friendship, and respect. As advocates of justice, we must always remind ourselves of the historical injustice that makes our activism here possible and to redress the injustices that continue to pervade our society and culture. We must go beyond land acknowledgements and work to dismantle the systems of colonial oppression and exploitation that we live under.

On May 1st, 2022, the *Convergence des Luttes Anti-Capitalistes* (CLAC) is calling for a 15th Anti-Capitalist Workers' Day demonstration. This year, the colonial state has demonstrated once more that it will prioritize capital growth over our lives. In total hypocrisy, our governments speak the words reconciliation and environment while ignoring the sovereign rights of Indigenous peoples and destroying the land with extractivist and discriminatory policies. It is time to revolt!

As time passes, our steroid pumped capitalist system increasingly contributes to the degradation of the climate and ecological conditions that ensure our survival. We are heading for disaster as our governments collude with oil companies, the forestry industry and the mining industry to continue to push through ecocidal projects like the Coastal GasLink pipeline in Wet'suwet'en land, the Fairy Creek cuts and the latest announcements allowing the mining industry to emit even more zinc and nickel particles in so-called Quebec. To defend their right to bring the world to an end, they buy guns, cops and prisons, because they know that people are resisting, have always resisted and will continue to do so. Extractivism goes hand in hand with colonialism and the oppression of Indigenous peoples; both of these systems of oppression are central to the running of the capitalist system that keeps us in a misery that is constantly getting worse.

We have to face the fact that the situation is dire, and that it's not by giving us shit worlds of electric cars that it's going to be solved. The world is starting to wake up and, more and more, we are pulling together, standing in solidarity with other communities and building bridges that didn't exist before. There is more and more talk of environmental racism, for example of the illegal landfill in Kanesatake that endangers the health of the people and the land. Banners are appearing in occupied Palestine in solidarity with the defenders of the Wet'suwet'en territory. Our movements to abolish capitalism and all systems of oppression continue to grow in strength. We are on the right track.

We no longer have a choice but to refuse this work-based system of death whose primary interest is the enrichment of the bourgeoisie at the cost of our physical and mental health and the infinitely complex millennia-old ecosystems on which we depend.

On May 1st, let us express our rage against capitalism. Let's rise up against these oppressions, against the destruction, and build a radically different future. Let's take it to the streets, together.

Colonial & Ecocidal: Capitalism is War!



Colonialisme et extractivisme au soi-disant Canada

Le Canada est reconnu comme un des États-nations ayant le pire bilan en matière d'émission de gaz à effet de serre par personne. Une distinction peu reluisante puisqu'il s'agit du principal indice utilisé pour documenter l'empreinte humaine perturbatrice du climat. Bien que l'on tente de présenter la lutte aux changements climatiques comme une responsabilité partagée également par l'ensemble de la population du territoire, la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre sont le fait d'une poignée d'entreprises multinationales dont les profits se concentrent dans les mains d'un nombre très restreint d'individus. Le gouvernement tarde pourtant à agir pour réduire cette empreinte et entretient l'idée selon laquelle la lutte aux changements climatiques est une question de choix individuels.

L'État canadien est un projet politique fondé sur l'assujettissement des écosystèmes et de la majorité de la population (peuples autochtones, personnes non blanches, femmes et personnes non binaires, et même les hommes blancs pauvres) à un régime d'exploitation commerciale des ressources naturelles et d'accumulation de richesses. L'empreinte actuelle du régime canadien sur le système climatique ne se limite pas à l'émission de gaz à effet de serre: elle est profondément ancrée dans son histoire coloniale.

Le développement territorial de l'État canadien suit un long processus de dépossession et de marginalisation des peuples autochtones. La transformation écologique et socioéconomique du territoire a débuté dès l'arrivée des premiers colons en Amérique du Nord. Ce colonialisme de peuplement vise à soutenir l'occupation permanente du territoire par une population issue de l'immigration d'origine principalement européenne. Loin d'appartenir seulement au passé, il est continuellement actualisé par une infinité de pratiques facilitant l'accès et l'exploitation commerciale du territoire. Le colonialisme de peuplement considère que le territoire est inoccupé et inutilisé tant qu'il n'est pas exploité de manière commerciale. Qu'ils aient fait l'objet d'un traité ou non, les territoires autochtones sont tous convoités pour la richesse de leurs matières premières par des puissances

commerciales et les mouvements de population suivent les différentes vagues d'expansion du capitalisme.

À la naissance de l'État canadien, l'essentiel des terres passe sous la

propriété de la Couronne fédérale pour ensuite être morcelé en propriétés privées. Ce nouveau régime juridique s'ajoute à un ensemble d'actions antérieures favorisées par les autorités coloniales françaises et britanniques afin de permettre l'ouverture de terres agricoles et l'exploitation des fourrures, du bois et de la mer. Avant 1867, les peuples autochtones situés dans ou près du territoire sous contrôle colonial sont déjà fortement perturbés par les maladies d'origine européenne, les guerres et le commerce avec les puissances coloniales. Depuis la Loi constitutionnelle de 1867, l'État fédéral et les provinces réglementent, financent et supervisent le développement des connaissances sur le territoire et ses ressources naturelles destinées à l'accumulation de richesses. Ils supervisent l'accessibilité, l'exploitation, le transport et la transformation des ressources. La Loi sur les Indiens de 1876 est venue quant à elle instaurer un régime de dépendance des peuples autochtones face à l'État et encadrer la création des réserves destinées à immobiliser les groupes autochtones sur un territoire restreint.



L'expansion de l'État canadien vers l'Ouest à la fin du XIXe siècle s'inscrit dans ce processus. La puissance publique investit directement dans la construction d'un chemin de fer pour transporter des personnes venues coloniser et exporter des ressources, divise le territoire en propriétés privées agricoles



et mène des campagnes publicitaires en Europe. L'État colonial envoie la Gendarmerie royale pour pacifier la résistance des Premières nations et des Métis et les cantonner dans des réserves. Les populations autochtones des Prairies doivent composer avec un flot incessant de personnes colonisatrices occupant leur territoire et transformant durablement son écosystème. Une dépossession des territoires et des cultures s'opère progressivement en soumettant les sociétés autochtones à la dépendance du pouvoir colonial par la privatisation du territoire et l'ouverture de territoires à la colonisation européenne ou directement par la force. La disparition du bison des Prairies par la surchasse est emblématique de ce processus puisqu'il s'agit d'une espèce indissociable de l'autonomie et de la cosmologie des peuples autochtones de cette région dont l'habitat a été remplacé par des monocultures destinées à l'exportation.

De nos jours, la construction de routes, de hameaux et d'infrastructures facilitant l'exploitation des ressources naturelles est si incessante qu'il est facile d'oublier qu'elle fait partie d'un projet colonial. Même si certains groupes autochtones perturbent cet « ordre établi » et réussissent à amener leurs revendications de justice environnementale et de souveraineté dans l'espace public, d'innombrables attaques contre leurs territoires passent sous le radar. Dans l'Inuit Nunangat, les compagnies minières canadiennes et étrangères défigurent continuellement le paysage en laissant des déchets de prospection derrière eux. Leurs navires fissurent la glace où les phoques mettent bas et leurs routes segmentent le trajet migratoire des caribous. Leurs activités extractives brûlent des quantités effroyables d'énergies fossiles qui entraînent la création de smog bien loin des villes et des parcs industriels. Plus au sud, les forêts de l'Anicinapewaki voient leurs paysages modifiés durablement depuis longtemps. Les émanations des fonderies de métaux se confondent avec la combustion de l'essence enrichie au plomb et enregistrent leurs polluants à même les cernes de croissance des arbres. Une forêt de conifères s'enfeuille à force de coupes à blanc et de fermeture de terres agricoles non exploitées pour laisser toute la place aux espèces commerciales. Les rivières du Nitassinan et de l'Eeyou Istchee sont harnachées les unes après les autres de manière irréversible en achetant à coup d'emplois et de redevances au conseil de bande le « consentement libre et éclairé » pour inonder des territoires traditionnels de chasse.

Les écosystèmes et les manières non commerciales d'habiter le territoire, comme la chasse, la pêche, la trappe et la cueillette de subsistance, sont même exclus de la cartographie et remplacés par des lots numérotés déterminés par le potentiel marchand d'une seule ressource. Les ravages du modèle industriel d'exploitation de la nature causent localement une extinction massive de la faune et de la flore, la pollution des sols, de l'eau et de l'air. Ces conséquences se multiplient lorsque l'on change

d'échelle et se mêlent aux changements liés à la concentration de gaz à effet de serre dans la couche d'ozone. Encore aujourd'hui, la prétendue santé économique des régions de l'État canadien dépend d'entreprises visant à soutenir et élargir l'exploitation des ressources, de l'aide publique permettant de maintenir des activités extractives malgré ses crises cycliques et d'un nouveau secteur récréotouristique fondé sur la commercialisation des portions non exploitées du territoire.

L'application de la législation canadienne visant à assujettir les peuples autochtones est historiquement indissociable de celle visant à ouvrir le territoire à l'exploitation des ressources naturelles. La mise en place du colonialisme de peuplement a fortement restreint et transformé le territoire. La lutte aux changements environnementaux passe par une remise en question du capitalisme et de la privatisation du territoire pour l'exploitation marchande de la biosphère. Les voies d'un avenir durable n'émergeront pas d'une « réconciliation » sans partage de pouvoirs ou d'un « développement durable » qui rime avec une croissance infinie, mais d'une redistribution du pouvoir d'aménager le territoire.

L'État contre les Zapatistes

Depuis plus de vingt ans, les Zapatistes de la région du Chiapas luttent contre des forces paramilitaires organisées par l'État. Une de ces forces est l'ORCAO (Organización Regional de Cafecultores de Ocosingo), une organisation originalement créée pour défendre les paysan·ne·s pauvres qui produisent du café, mais qui n'est plus désormais qu'un paravent pour l'État mexicain. Les conflits entre Zapatistes et l'ORCAO ne datent

pas d'hier, et plusieurs Zapatistes ont été assassiné·e·s durant les dernières années. Cependant, ces attaques ont pris un tour plus important dans les derniers mois, avec l'assaut et l'incendie d'un point de vente et d'une école secondaire.



Pour plus d'informations:

<https://schoolsforchiapas.org/orcao-the-paramilitary-arm/>



Colonialism and Extractivism in so-called Canada

Canada is recognized as one of the nation-state with the worst per capita greenhouse gas emissions on record. This is an unfortunate distinction since it is the main index used to document the human impact on climate change. While attempts are made to present the fight against climate change as a responsibility shared equally by everyone, the vast majority of greenhouse gas emissions are the result of a handful of multinational corporations whose profits are concentrated in the hands of a very small number of individuals. Yet the government has been slow to act to reduce this footprint and maintains the notion that addressing climate change is a matter of individual choice.

NO ACCESS WITHOUT CONSENT



The Canadian state is a political project based on the subjugation of ecosystems and the majority of the population (indigenous peoples, non-white people, women and non-binary people, and even poor white people) to a regime of commercial exploitation of natural resources and wealth accumulation. The current footprint of the Canadian regime on the climate system is not limited to greenhouse gas emissions: it is deeply rooted in its colonial history.



The territorial development of the Canadian state follows a long process of dispossession and marginalization of indigenous peoples. The ecological and socio-economic transformation of the

territory began when the first settlers arrived in North America. This settlement colonialism aimed to support the permanent occupation of the land by an immigrant population of mainly European origin. Far from being a thing of the past, it is continually updated by an infinite number of practices that facilitate access to and commercial exploitation of the territory. Settlement colonialism considers the territory unoccupied and unused until it is commercially exploited. Treaty and non-treaty indigenous territories were all coveted for their rich raw materials by commercial powers and population movements followed the various waves of capitalist expansion.

At the birth of the Canadian state, most of the land came under the ownership of the federal Crown and was then divided up into private property. This new legal regime was in addition to a series of previous actions promoted by the French and British colonial authorities to allow the opening up of agricultural land and the exploitation of furs, timber and the sea. Prior to 1867, indigenous peoples in or near the territory under colonial control were already severely disrupted by European diseases, wars and trade with colonial powers. Since the Constitution Act of 1867, the federal government and the provinces have regulated, funded and supervised the knowledge acquisition about the land and its natural resources for the purpose of wealth accumulation. They oversee the access, exploitation, transportation and processing of resources. The Indian Act of 1876 established a regime of dependence of indigenous peoples on the State and provided a framework for the creation of reserves designed to immobilize indigenous groups within a restricted territory.

The expansion of the Canadian State towards the West at the end of the 19th century was part of this process. State power invested directly in the construction of a railroad to transport settlers and to export resources, divided the territory into private agricultural properties and conducted advertising campaigns in Europe. The colonial state sent the Royal Canadian Mounted Police to “pacify” First Nations and Métis resistance and confine them to reserves. The indigenous populations of the Prairies had to deal with an unceasing flow of settlers occupying their territory and transforming permanently its unique ecosystem. What follows is a constant stream of territorial and cultural dispossession through the subjection of indigenous societies to the dependence of colonial power, through either the privatization of the land, the opening of territories to European colonization, or directly by force. The disappearance of the prairie bison through over-hunting is emblematic of this process, since this species is inseparable from the autonomy and cosmology of the indigenous peoples of this region, whose habitat has been replaced by monocultures intended for export.

Today, the construction of roads, settlements and infrastructure to facilitate the exploitation of natural resources is so relentless that it is easy to forget that it is part of a colonial project. While some indigenous groups are disrupting this “established order” and succeeding in bringing their demands for environmental justice and sovereignty into the public arena, countless attacks on their territories fly under the radar. In Inuit Nunangat, Canadian and foreign mining companies continually disfigure the landscape by leaving exploration waste behind. Their ships crack the ice where seals give birth and their roads segment the caribou’s migration route. Their extractive activities burn appalling amounts of fossil fuels, creating smog far from cities and industrial parks. Further south, the forests of the Anicinapewaki have seen and still see their landscape permanently altered. Fumes from metal smelters blend with the burning of leaded gasoline and record their pollutants in the growth rings of trees. A coniferous forest is dying out as clear-cutting and closure of undeveloped farmland leaves room for commercial tree species. The rivers of Nitassinan and Eeyou Istchee are being irreversibly harnessed one after the other by buying, through jobs and royalties given to the band council, the “free and informed consent” to flood traditional hunting grounds.

Ecosystems and non-commercial ways of inhabiting the land, such as subsistence hunting, fishing, trapping and gathering, are

even excluded from any consideration and replaced by numbered lots determined by the market potential of a single resource. The ravages of the industrial model of exploitation of nature are causing locally massive extinction of wildlife, along with soil, water and air pollution. These consequences multiply when we change scale and are mixed with changes related to the concentration of greenhouse gases in the ozone layer. Even today, the so-called economic health of the Canadian state’s regions depends on businesses to sustain and expand resource development, on public support to maintain extractive activities despite their cyclical crises, and on a new recreation and tourism sector based on the commercialization of undeveloped portions of the land.

The application of Canadian legislation to subjugate indigenous peoples is historically inseparable from the project of opening up the territory to natural resource exploitation. The implementation of settlement colonialism has greatly restricted and transformed the territory. The struggle against environmental change requires a questioning of capitalism, along with the privatization of the land for the commercial exploitation of the biosphere. The ways to a sustainable future will not emerge from a “reconciliation” without power sharing or from a “sustainable development” which cannot rhyme with infinite growth. It will emerge from a redistribution of the power, by giving back the power to manage the land, the territory.

La planète brûle pis c’est payant en crise!

Quand on parle de crise climatique, on a tendance à penser à ce que celle-ci pourrait nous coûter. Mais dans un monde capitaliste, il est possible de profiter de n’importe quoi, même de la misère humaine. Et certaines personnes sans scrupules flairent déjà l’opportunité, la bonne affaire, avec toute cette misère qui nous pend au bout du nez.

La transition est payante

Quand on parle de faire de l’argent avec la crise climatique, on pense surtout aux projets de transition: construction de panneaux solaires, d’éoliennes, de voitures électriques. Il s’agit d’un marché en émergence qui pourrait représenter des milliers de milliards de dollars d’investissement par année dans les prochaines années, selon les prospectus de certaines firmes d’investissement.¹ Mais, pour que ce marché de transition émerge, il faut d’abord que les organisations, publiques et privées, y investissent, ce qui ne semble pas être le cas en ce moment. Les mesures prises jusqu’à présent

semblent essentiellement esthétiques² et ne mèneront pas à des changements durables, quand elles ne sont pas complètement inutiles³ et ne changeront finalement rien du tout.

Et quand bien même ce marché de la transition viendrait à émerger, il n’est pas dit qu’il aurait un impact réel sur les changements climatiques. À quoi sert de changer sa voiture au pétrole pour une voiture électrique quand plus de 60% de l’électricité produite dans le monde se base sur brûler du carburant?⁴ Même la jolie voiture électrique financée par Legault et Trudeau n’est pas aussi propre qu’on le pense: pour toute l’énergie qu’on met dans notre voiture, c’est de l’énergie qui n’est pas vendue aux États-Unis et c’est donc une centrale électrique au charbon américaine qui travaille plus pour compenser. Sans compter que notre capacité à produire de l’électricité n’est pas infinie: elle dépend de la capacité de nos



barrages, et de la quantité d'eau dans les réservoirs. Si les années de sécheresse comme en 2021 se multiplient, cela implique qu'on ne pourra pas produire autant d'électricité.⁵

Et c'est sans compter sur les coûts humains et écologiques de la construction de ces technologies de transition. Un exemple est le coup d'état d'extrême-droite avorté qui a eu lieu en Bolivie en 2019, coup d'état qui a été salué notamment par Elon Musk, le milliardaire propriétaire de la compagnie Tesla.⁶ La Bolivie est présentement le pays ayant la plus grande réserve de lithium au monde, un élément essentiel dans la production des batteries de la Tesla.⁷ Beaucoup de ces technologies de transition dépendent de minéraux rares comme le lithium, ce qui pousse les puissances impériales à intervenir dans les pays qui en ont.

Mais, «heureusement», nous n'avons pas à nous inquiéter pour cette économie émergente et les contrecoups qu'elle pourrait avoir, parce que les organisations publiques et privées ne font rien de significatif pour la faire émerger. Parce que, voyez-vous, il y a beaucoup, BEAUCOUP plus d'argent à faire... si on ne fait rien.

Mais ne rien faire est encore plus payant!

La réalité est qu'une catastrophe climatique est payante. Crissement payante. Alors pourquoi vouloir éviter une catastrophe qui pourrait rapporter autant d'argent? Ok, plusieurs milliards de personnes vont mourir, mais pensez à tout cet argent!

Et donc, comme les plus riches ne veulent pas et n'ont pas intérêt à *prévenir*, toute une industrie est en train de se développer pour *guérir*. Ou à défaut de guérir, mettre un pansement sur la plaie. Cette industrie prend notamment la forme de firmes d'ingénieries spécialisées dans la construction de digues.⁸ Et par panser les plaies, on parle bien sûr de celles des plus riches. Construire une digue pour toute la côte d'un pays est évidemment un projet colossal, que peu d'endroits peuvent se permettre. Un pays comme le Bangladesh, par exemple, devra construire ses digues lui-même, ce que les habitant·e·s les plus pauvres des zones côtières sont déjà obligé·e·s de faire.⁹



Certaines compagnies comme Monsanto et Syngenta développent de nouvelles semences plus résistantes aux changements climatiques, notamment à la sécheresse.¹⁰ Il s'agit, évidemment,

de semences stériles: c'est-à-dire que les fermier·e·s doivent acheter les semences à chaque année. Fini le temps où on pouvait simplement replanter les graines de l'année précédente: celles-ci ne pousseront plus, car le climat change plus vite que les plantes actuelles sont capables de le supporter.

Mais il existe d'autres opportunités d'affaires, si vous n'êtes pas encombré par des choses inutiles comme la «compassion» ou une «conscience». En Californie par exemple, vu la multiplication

des feux de broussailles, certaines personnes très riches s'achètent une assurance qui inclut des pompièr·e·s privé·e·s. En cas de feu à proximité d'une maison assurée, ces pompièr·e·s se mettent en branle, quitte à nuire aux maisons non-assurées¹¹ et à prendre les ressources utilisées normalement par les pompièr·e·s des services publics. Quand tu as une propriété évaluée à 60M\$, payer 20k\$ par jour pour des pompièr·e·s privé·e·s ça vaut la peine, et tant pis pour tout le reste des habitant·e·s de la Californie.¹²

Il faut aussi noter que ces protections restent limitées. Même si on réussissait à protéger nos villes des ouragans, qui protégerait nos

forêts? Si on peut protéger nos champs des feux de broussailles, qui protégerait les plaines sauvages de l'ouest canadien? Est-ce que l'avenir de la Terre est de ne conserver qu'une poignée d'enclaves humaines entourées de déserts stériles?

Spéculer sur la mort de l'humanité

Il existe une autre manière de faire de l'argent: la spéculation boursière. Une approche utilisée par les spéculateurs est d'acheter des terres près des sources d'eau qui se versent vers des terres semi-arides, terres qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques. Le contrôle sur ces terres implique le contrôle sur l'eau qui les traverse et se déverse plus bas, donc le pouvoir de demander compensation en échange de cette eau.

Si la plupart des États possèdent des lois prévenant la spéculation sur l'eau, celles-ci sont généralement faciles à contourner. Par exemple, le Colorado demande que pour retenir l'eau sur un terrain, le propriétaire doit démontrer qu'il va s'en servir. Or, il est relativement simple de transformer un terrain en pseudo-pâturage pour animaux, et de justifier qu'un tel pâturage demande beaucoup d'eau pour fonctionner. Et si une ville plus bas manque d'eau, il faut que la ville l'obtienne ailleurs, comme par exemple en l'achetant du spéculateur.¹³



Il y a aussi une longue histoire de spéculation boursière sur l'agriculture elle-même. L'agriculture a longtemps été dépendante des banques, parce qu'il se passe beaucoup de temps entre le moment où les graines sont plantées et le moment où les récoltes sont faites. Les agriculteur-trice-s empruntent aux banques au temps des semences, pour rembourser après la récolte vendue. Ceci dit, les agriculteur-trice-s veulent s'assurer que leur récolte sera vendue, et vendue à un prix qui leur permettra de survivre. Les futures récoltes se trouvent donc souvent dans un mécanisme financier appelé «contrats à terme sur les marchandises» ou *commodity futures*. Les agriculteur-trice-s signent donc un contrat avec la banque, qui leur promet d'acheter la récolte à un prix donné. La spéculation se fait ensuite sur ce contrat lui-même: parce que si la banque promet d'acheter le blé à 6\$ le boisseau lorsque le contrat est signé en janvier 2021, il est possible que le boisseau se vende à 8\$ le boisseau au moment de la récolte. Ce sera le cas si la saison a été particulièrement mauvaise: moins de blé implique que les personnes qui en ont besoin seront prêt-e-s à payer plus pour en avoir. C'est ce qui s'est passé en 2021, année où l'ouest canadien a vécu une sécheresse particulièrement sévère, coupant la production céréalière canadienne d'environ du tiers.¹⁴

Donc, le fermier a été payé à 6\$ le boisseau, mais la banque, qui a vendu le contrat au moment des récoltes, a pu le revendre à 8\$ le boisseau. Cha-ching! Et plus les récoltes sont mauvaises, plus les *commodity futures* vont prendre de la valeur entre le moment des semences et la moisson. Un ouragan inonde une grande partie des plaines où pousse le maïs? Cha-ching! Une tempête de tornades détruit tous les plants de soya d'une région importante? Cha-ching!

Qui voudrait contrôler les changements climatiques quand tout cet argent tombe du ciel? Probablement tous les gens qui dépendent de cette bouffe pour survivre: parce que cet argent ne tombe pas *littéralement* du ciel, il vient de nos poches. Le 50% d'augmentation de notre facture d'épicerie n'est pas allé dans les poches des agriculteur-trice-s, mais dans les poches d'avidés spéculateurs du marché des *commodity futures*.

La planète brûle, il faut les faire payer en crise

On peut attendre tranquille que la prochaine inondation efface Montréal, que le prochain feu de forêt rase Québec, que le prochain ouragan détruise Gaspé. Parce que ça devient de plus en plus évident: les milliardaires ne feront rien pour contrôler la crise climatique parce qu'ils en bénéficient beaucoup trop pour risquer de changer quoi que ce soit.

Si on veut que le monde change, nous devons donc le changer nous-mêmes. Nous ne pouvons pas attendre les réactions d'un gouvernement par et pour les riches, d'un système capitaliste construit par et pour les milliardaires. Les mieux nantis vendent notre survie aux enchères? Soit! Prenez note, banquiers de ce monde qui coule, que nous vendrons chèrement notre peau.

Notes:

1. Voir notamment: <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/the-net-zero-transition-what-it-would-cost-what-it-could-bring>. Ce document de propagande est d'autant plus tragicomique quand on sait que McKinsey a été à la source de tous les gros scandales des dernières années, de la faillite d'Enron à la crise de 2008, en passant par la privatisation des prisons.
2. Voir notamment: <https://theconversation.com/there-arent-enough-trees-in-the-world-to-offset-societys-carbon-emissions-and-there-never-will-be-158181>
3. Qui implémente des mesures inutiles? Le « Canada » bien sûr: <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/570178/climat-le-gouvernement-federal-est-loin-du-compte>
4. Voir: <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/world-gross-electricity-production-by-source-2019>
5. Voir: <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2021-08-27/baisse-du-niveau-d-eau-dans-les-reservoirs/hydro-quebec-reduira-ses-exportations.php>
6. Voir notamment: <https://www.salon.com/2020/10/20/elon-musk-becomes-twitter-laughingstock-after-bolivian-socialist-movement-returns-to-power/>
7. Voir: <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2021/mcs2021-lithium.pdf> La Bolivie a des réserves de 21 millions de tonnes, largement inexploitées pour le moment.
8. Voir notamment: <https://www.wnycstudios.org/podcasts/takeaway/segments/climate-change-means-profits-some-action-few> Ironiquement, la construction de digues demande beaucoup de béton, et la production de béton produit énormément de gaz à effet de serre et va donc amplifier le problème qu'une digue cherche à résoudre. Pour une compagnie qui fabrique des digues, c'est un bon moyen de s'assurer de toujours avoir un marché...
9. Voir notamment: <https://www.aljazeera.com/news/2021/11/3/bangladesh-global-warming-climate-crisis-seawater-agriculture>
10. Voir l'article de WNYC cité précédemment.
11. Voir notamment: <https://www.reuters.com/world/us/private-firefighters-fuel-tensions-while-saving-california-vineyards-mansions-2021-05-14/>
12. Voir notamment: <https://www.npr.org/transcripts/736715592>
13. Voir notamment: <https://www.kunc.org/environment/2021-05-05/colorado-is-examining-water-speculation-and-finding-its-all-the-problems-in-one>
14. Voir <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/crop-yield-stats-canada-1.6284026> pour la sécheresse dans l'ouest canadien.



S'initier à l'action non-pacifique vu depuis l'intérieur

Nous sommes un groupe de jeunes militant·e·s, nous ne militons que depuis quelques années. Ayant participé à différentes organisations écologistes, nous avons, de cette expérience, réalisé les limites de ces organisations dans l'efficacité de nos luttes. Dans les derniers mois, nous avons donc décidé vouloir chercher à affaiblir économiquement les entreprises fossiles par nos actions. Ceci a donc impliqué plus de questionnements, de préparation, de réflexions et d'idées. C'est de ces choses que nous aimerions parler dans ce texte.

Au départ, la plupart d'entre nous sommes arrivé·e·s à un constat. La lutte écologiste est dans une embûche. Nous répétons des actions d'une même intensité (que l'on soit 20 000 ou 500 000 dans les rues) pour une cause qui devient radicalement plus urgente. Nous nous plaignons du manque d'écoute du gouvernement, mais nous choisissons de rester dans une position passive, toujours dans une position de demande alors que nous avons déjà accumulé toutes les preuves pour déchanter. Souhaitant être lucides tant sur l'efficacité de nos méthodes que sur le peu de marge de manoeuvre qu'il nous reste, nous avons senti la nécessité d'en faire plus et de faire mieux. Ces réflexions ont également émergées à la suite de lectures telles que «Comment saboter un pipeline» d'Andreas Malm; de lectures sur l'historique du mouvement d'Earth First: «À bas l'empire vive le printemps!» et de lectures sur les réflexions des ZAD ainsi que des groupes écologistes actuels.

Certain·e·s nous diront que cette réflexion aurait dû nous venir bien avant. Peut-être ont-ils raison. Il en reste qu'il est absurde de demander à un·e militant·e de passer de l'inaction à l'action la plus radicale. Chaque militant·e accumulera ses expériences qui la mènera à une réflexion sur l'efficacité de ses actions. Chacun·e de nous pourra ensuite évaluer ce qu'il peut faire en fonction de ses désirs et ses capacités.

Nous avons donc commencé à réfléchir sur ce qui serait à notre portée et aurait une certaine efficacité. La première barrière évidente qui se dresse est celle de la loi. Nous estimons qu'à l'heure actuelle, chacun·e doit réfléchir à sa capacité et à sa volonté à transgresser les lois en vue d'une action impactante. Accepter de prendre des risques légaux demande du temps, c'est un processus psychologique qui n'est pas à négliger, être à l'aise avec les actions qui s'en suivent d'autant plus. Cette prise de risques peut remettre en cause certaines de nos aspirations et nous remettre en face de nos privilèges et de ce que ceux-ci peuvent impliquer comme responsabilités. Nous

invitons donc toute personne ayant une volonté d'intensifier son militantisme à réfléchir aux risques légaux qu'elle est prête à prendre. Ultiment, nous y voyons une nécessité afin d'avoir un plus grand impact. Il s'agit de faire un juste équilibre entre le risque pris et l'impact envisagé. Nous ne cherchons toutefois pas à nous faire arrêter «pour se faire arrêter» ou dans une optique de désobéissance civile devant public. Nous ne voulons plus être dans une position de demande aux dirigeant·e·s, mais dans une optique d'affaiblissement économique direct en vue du forçage d'une prohibition des énergies fossiles.



La deuxième barrière qui se dresse est celle de la préparation. Nous n'avons pas été préparé·e·s pour faire ce type d'action et l'information reste (avec raison) cachée. Nous avons dû creuser différentes sources par nous-mêmes afin d'apprendre certaines techniques, afin d'avoir une bonne protection légale, afin de communiquer entre nous de manière sécurisée. Toute cette préparation demande plus de temps. Toutefois, si nous souhaitons intensifier notre lutte, il nous faut sortir des sentiers battus et tenter d'apprendre du mieux que nous pouvons par nous-mêmes. Au travers de ce processus, il va y avoir des essais ainsi que des erreurs et nous ne serons pas tous·tes des militant·e·s parfait·e·s du jour au lendemain. Ce manque de préparation et de connaissances ne doit pas être un frein à



l'intensification de nos actions, il nous demande seulement de nous libérer du temps afin d'apprendre par nous-mêmes et de partager nos connaissances.

La troisième barrière qui se dresse est celle de notre (in) expérience liée à notre âge et notre réseau de connaissances. Nous faisons partie d'une nouvelle génération de militant·e·s qui, essentiellement, n'a pas connu les grandes dates des luttes militantes du «Québec». Cette inexpérience nous amène à avoir moins de pratique, mais aussi moins de connaissances sur les structures et les manières de faire militantes (le dit «savoir militant»). Cette inexpérience peut également susciter la méfiance de camarades militant·e·s plus âgé·e·s nous percevant comme naïf·ive·s ou inaptes à militer en vue d'une augmentation des moyens de pression. Cette méfiance a ses raisons d'être, mais il en reste que nous aurions plus à gagner en nous unissant autant que possible et en partageant des savoirs qui ont été effacés avec la dissolution de l'ASSÉ et l'épuisement militant. Nous ne mettons toutefois pas de côté la nécessité de s'organiser en groupe affinitaire pour bâtir la confiance et être plus sécuritaire.

Finalement, la quatrième barrière qui se dresse, que l'on sent à l'intérieur de nous peut-être sans se partager, est une barrière émotionnelle. Abaisser ses craintes face aux actions que l'on fait; faire face aux confrontations avec la police et aux techniques d'intimidation de celle-ci (nous reconnaissons par le fait même que, pour certaines personnes, confronter la police n'est pas une question de choix); développer le courage nécessaire pour se faire confiance dans les nouveaux chemins que l'on emprunte au-delà de l'approbation sociale: toutes ces choses demandent un travail émotionnel qui prend du temps d'autant plus que l'on peut porter en nous l'image du parfait révolutionnaire qui n'a peur de rien, qui confronte la police sans gêne, peut-être même avec le sourire et que l'on croit que cela n'est qu'une question de nature. Alors que nous, dans nos vies, nous souhaitons prendre soin les uns des autres, favoriser la compréhension des points de vue et faire émerger la bienveillance, notre travail à l'extérieur nous demande de nous raffermir, de faire face à nos peurs, d'exprimer notre colère et de prendre notre place légitime même si cela demande de se confronter à l'ordre du monde. Ce travail sur notre nature et sur

nos émotions doit être vu non comme une barrière, mais comme une invitation à développer des cercles de partage pour faire ce travail ensemble plutôt que seul·e. Il faut voir qu'ultimement, le développement de ces qualités va nous permettre de vivre une vie qui se rapproche de nos idéaux et nous permettre d'être plus heureux·ses.

En repoussant le plus possible ces barrières, nous avons donc préparé minutieusement notre action. Celle-ci visait à nuire à des stations à essence en vue de les rendre inopérables pour quelques jours. En cours de chemin, nous avons eu nos difficultés. Un endroit était finalement surveillé et un autre a été fermé quelques semaines avant notre action, rendant celle-ci inutile. Nous avons toutefois acquis une expérience de terrain par laquelle nous

avons affronté nos peurs et retenu des leçons de nos erreurs. Il est donc nécessaire de se mettre à l'action, même si nous ne sommes pas des militant·e·s parfait·e·s, même si nous ne connaissons pas tout. L'important, c'est de s'organiser du mieux possible, mais surtout, de passer à l'action puisqu'essentiellement, ce qui finit par nous retenir, ce sont nos propres peurs ou notre manque de temps.

En conclusion, nous croyons en la nécessité de faire évoluer la lutte vers une pluralité d'actions directes. Nous voulons, par ce texte, témoigner qu'il n'est pas nécessaire de tout connaître, qu'il est normal qu'il y ait plusieurs barrières qui se dressent sur ce chemin et que nous pouvons, tou·te·s par nous mêmes, acquérir le savoir et les réflexions nécessaires à cette fin. Les luttes écologistes sont à l'agenda pour les prochaines

années. Ce sont des luttes que nous n'avons pas le choix de gagner. Nous aimerions que les prochaines personnes qui vont s'organiser dans le contexte de la crise écologique ne prennent pas le cheminement pacifique type. Nous souhaitons également faire un appel aux militant·e·s de générations précédentes à nous partager leurs savoirs afin d'avancer ensemble. Nous ne mettons toutefois pas de côté l'impact qu'a eu la répression chez certain·e·s de nos ami·e·s. Nous reconnaissons le courage des personnes qui participent ou ont participé dans toutes les formes de tâches des luttes passées et présentes.

—L'Histoire Nous Regarde



Kanien'kehà:ka kahnistensera vs. l'État colonial et l'université

Un groupe de Kanien'kehà:ka kahnistensera (Mères Mohawks) s'est adressé à la cour fédérale contre l'Université McGill, la Ville de Montréal, le gouvernement du Québec et la compagnie Stantec, le 14 janvier 2022. Le groupe demande une ordonnance de la cour visant à interrompre la construction du projet «New Vic» jusqu'à ce qu'une enquête soit menée par les Kanien'kehà:ka sur d'éventuelles tombes non marquées sur le site de l'ancien hôpital Royal Victoria. Les Kanien'kehensera soupçonnent la présence de tombes non marquées d'enfants autochtones sur le site, après qu'il a été révélé que le docteur Donald Ewen Cameron a fait des expériences sur un certain nombre de victimes dans les années 1950 et 1960 à l'Allan Memorial Institute, qui faisait alors partie de l'hôpital Royal Victoria.

Ici, les Kanien'kehà:ka kahnistensera expliquent la Kaia'nere:kowa, la loi qu'elles défendent contre la loi coloniale canadienne.

1er mars 2022

Les avocats des défenseurs et le protonotaire tentent de nous radier si nous ne prenons pas un avocat. Le peuple et la grande paix ne nous permettent pas d'être représentés par un de leurs collègues. Nous sommes les seuls à pouvoir parler au nom du peuple.

De plus, ils veulent qu'une seule des femmes prenne la parole plutôt que chacune d'entre nous, les quatre signataires. Le peuple peut également choisir un autre orateur s'il le souhaite. Nous parlons au nom du peuple. Pas pour nous-mêmes.

Nous avons une audience le 24 mars sur ces deux questions. Nous devons sortir de leur marécage protocolaire pour pouvoir passer à la substance. Nous avons utilisé les sections 35 et 52 de la loi constitutionnelle du Canada de 1982, qui, en fait, effacent toutes les lois canadiennes, puisque nos lois autochtones prévalent sur chacune de leurs lois.

La Kaia'nere:kowa vient de temps immémoriaux. Les autorités coloniales l'admettent en reconnaissant que cette région en question et le reste du Canada sont des terres autochtones non cédées depuis des temps immémoriaux. La Kaia'nere:kowa, la grande loi, ne

reconnaît aucune autre loi. Notre loi, la loi autochtone, est la loi suprême de l'Île de la Tortue. Depuis des temps immémoriaux, nous ne pouvons pas vendre ou transférer nos terres, car elles appartiennent aux enfants à naître et nous sommes les gardiennes du sol pour toujours. Notre position en tant que kahnistensera, les mères, est fondée là-dessus et sur d'autres wampums et traditions.

WAMPUM 14. La Kaia'nere:kowa, la grande paix, ne peut être changée car elle est basée sur la nature. La grande paix ne peut être changée, seulement interprétée, car elle est basée sur le monde naturel. La Grande Paix.

WAMPUM 26. Si vous vous souvenez de la création, la cause de la paix ne mourra pas. La Grande Paix.

WAMPUM 30. La grande paix ne suivra aucune autre règle que celles du monde naturel. La Grande Paix.

WAMPUM 42. Les kahnistensera sont les détenteurs du titre. Les intrus à l'Île de la Tortue qui ne sont pas membres d'un clan n'ont aucun droit de propriété. La Grande Paix.

WAMPUM 44. Les femmes sont les génitrices du sol et la terre appartient aux générations futures. La Grande Paix.

WAMPUM 55. Les chefs qui sont dans l'erreur seront déposés par les kahnistensera, les mères de clan. La Grande Paix.

WAMPUM 7. Cinq flèches sont liées en une tête, un corps et un esprit pour les générations futures. La Grande Paix.

LE BON MESSAGE, LE POUVOIR ET LA PAIX: Ici, sur cette planète, nous avons tou-te-s la même mère et la même source d'énergie, qui fait de nous des frères et des sœurs, pour survivre et coexister. Le pouvoir est dans l'esprit qui est la source d'énergie de la création et fait de nous des êtres créateurs. La paix est la Kaia'nere:kowa, la grande paix, qui commence lorsque les femmes prennent leur place dans le processus de décision consensuel.



Kanien'kehà:ka kahnistensera vs. The Colonial State & University

A group of Kanien'kehà:ka kahnistensera (Mohawk Mothers) went to federal court against McGill University, the Ville de Montréal, the Quebec Government, and Stantec, on Jan. 14. The group is seeking an order to halt construction of the New Vic Project until a Mohawk-led investigation into potential unmarked graves on the previous Royal Victoria Hospital site is conducted. The kahnistensera suspect that there may be unmarked graves of Indigenous children on the site, after it came to light that Dr. Donald Ewen Cameron experimented on a number of victims in the 1950s and 60s at the Allan Memorial Institute, which was then a part of Royal Victoria Hospital.

Here, the Kanien'kehà:ka kahnistensera explain the Kaia'nere:kowa, the law they are upholding against the canadian colonial law.



March 1st, 2022

The respondents lawyers and prothonotary are trying to strike us out if we do not take on a lawyer. The people and the Great Peace does not allow us to be represented by one of their colleagues. Only we can speak for the people.

Also, they want only one of the women to speak rather than each one us, the four signers. The people may also select another speaker if they so wish. We speak on behalf of the people. Not for ourselves.

We are having a hearing on march 24 on these two issues. We have to get beyond their protocol swamp so we can move onto the substance. We have used the constitution act of canada 1982 sections 35 and 52, which in effect wipes out all their laws, as our Indigenous laws supercede every one of their laws.

The Kaia'nere:kowa comes from time immemorial. They admit that by acknowledging that this area in question and the rest of canada are uncaded Indigenous land since time immemorial. The Kaia'nere:kowa, the great law, does not acknowledge any other law. Our law, Indigenous law, is the supreme law of turtle island. Since time immemorial we cannot sell or convey our land as it belongs to the unborn children and we are the caretakers of the soil forever. Our position as the kahnistensera, the mothers, is based on these and other wampums and tradition.

WAMPUM 14. The Kaia'nere:kowa, the Great Peace, cannot be changed as it is based on nature. The Great Peace cannot be changed, only interpreted, as it is based on the natural world. The Great Peace.

WAMPUM 26. The cause of peace shall not die if you remember creation. The Great Peace.

WAMPUM 30. The Great Peace shall follow no other rules but the rules of the natural world. The Great Peace.

WAMPUM 42. The kahnistensera are the title holders. Trespassers to turtle island not being members of a clan have no right to own any land. The Great Peace.

WAMPUM 44. The women are the progenitors of the soil and the land belongs to the coming generations. The Great Peace.

WAMPUM 55. Erring chiefs shall be deposed by the kahnistensera, the clan mothers. The Great Peace.

WAMPUM 7. Five arrows are bound together into one head, body and mind for the future generations. The Great Peace.

THE GOOD MESSAGE, THE POWER AND THE PEACE: Here on this planet we all have the same mother and the same source of energy, which makes us brothers and sisters, to survive and co-exist. The power is in the mind which is the source energy of creation and makes us creator beings. The peace is the Kaia'nere:kowa, the Great Peace, which starts when the women take their place in the consensual decision making process.



Autochtones en Colombie: un contexte dangereux

Qui possède la Colombie?

L'histoire de la Colombie est aussi l'histoire de l'ingérence américaine, dont l'exemple le plus marquant est la création du Panama en 1903, avec pour but la construction du canal qui permettrait à la flotte américaine de transiter facilement entre leur côte Est et leur côte Ouest.

Mais l'histoire de la Colombie coloniale est surtout l'histoire des grands propriétaires terriens, l'histoire des *latifundios*, les grandes fermes privées. À partir des années 1930, cette grande concentration des terres en un petit nombre de mains a encouragé certaines idées de gauche, en particulier les idées communistes. Cette concentration de la richesse a mené en 1948 à *la Violencia*, dix années de guerre civile entre conservateurs et libéraux, où plus de 200 000 civil·e·s ont été tué·e·s, souvent après d'horribles tortures.

La fin de *la Violencia* n'a cependant pas sonné la fin des combats. Si les libéraux et conservateurs ont fini par s'entendre et se repartager le pouvoir, les terres sont restées dans les mêmes mains. Toute personne qui réclamait un peu plus de justice sociale était marquée comme communiste et, avec le support des Américains, finissait assassinée.

Les communistes ont donc formé des bandes armées loin des villes, dans le but de redistribuer les terres accaparées dans les *latifundios*. Ces bandes ont formé différents mouvements, dont le plus connu prend le nom de FARC (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*). Malheureusement, avec le pouvoir à Bogotá supporté par Washington, les combats entre les bandes armées et les grands propriétaires terriens se sont embourbés, s'étalant sur une période de près de 50 ans. Avec le temps et le besoin de financer la lutte, les bandes armées se sont mises à prendre le contrôle de ressources naturelles du territoire, et à promouvoir la culture du coca.

Les années 1970 et les suivantes ont vu la situation empirer, l'État promouvant un modèle économique de grandes fermes destinées à l'exportation. Les *latifundios* se sont multipliées et agrandies, poussant les paysan·ne·s pauvres vers la ville. L'État a ainsi fait d'une pierre deux coups: il a bonifié ses exportations,

tout en recrutant une main-d'œuvre à bon marché pour ses projets d'industrialisation urbaine.

Le bilan de 50 ans de luttes armées, ponctuées de brèves périodes de paix, n'est pas reluisant. Encore en 2012, plus de la moitié des terres rurales sont la propriété de 1,15% de propriétaires. L'essentiel de ces terres sert à l'élevage bovin, dont les produits sont par la suite pratiquement tous exportés. La Colombie manque de nourriture pour nourrir sa propre population, et ne peut pas couvrir ses besoins parce que les terres appartiennent à de riches propriétaires qui profitent de l'exportation.¹

Une mesure des inégalités souvent utilisée est le coefficient de Gini, où un coefficient de 0 indique une égalité parfaite et un coefficient de 1,0 indique que toute la propriété est dans les mains d'une seule personne. Le coefficient de Gini de la Colombie en 2019 était de 0,51, représentant un pays plus inégalitaire que les États-Unis (0,41 en 2018), mais moins que le pire pays du monde, l'Afrique du Sud (0,63 en 2014).² Or, les terres rurales de la Colombie représentent un coefficient de Gini de 0,87, indiquant que pratiquement toute la richesse du territoire n'est dans les mains que d'une infime quantité de personnes.^{1(bis)}

Et les autochtones là-dedans?

Le territoire appelé Colombie recouvre celui de 87 peuples autochtones différents, représentant 4,4% de la population.³ L'essentiel de la population autochtone se répartit dans les quatre tribus les plus peuplées:

- Les Wayuu, dans la région désertique côtière entre la Colombie et le Venezuela;
- Les Zenú, dans les vallées près de la côte des Caraïbes;
- Les Páez/Nasa et les Pastos, dans les hauteurs des Andes du sud-ouest près de l'Équateur.

Les autochtones possèdent un territoire sous propriété collective, limité à de petites réserves, assez similaire en surface au système canadien. Par comparaison, 4,9% de la population canadienne est autochtone.

En regardant une carte topographique de la Colombie on peut



voir comment le pays est scindé par la cordillère des Andes, avec une grande zone de savanes et de forêts tropicales au sud-est.

Il est évidemment difficile pour un peuple autochtone de Colombie de revendiquer le droit de décider ce qui se passe sur leur territoire, quand deux bandes armées se battent déjà pour le contrôler. La carte des zones contrôlées par les bandes armées (FARC et ELN) indique à quel point le territoire est divisé.

Colombia: Areas of influence

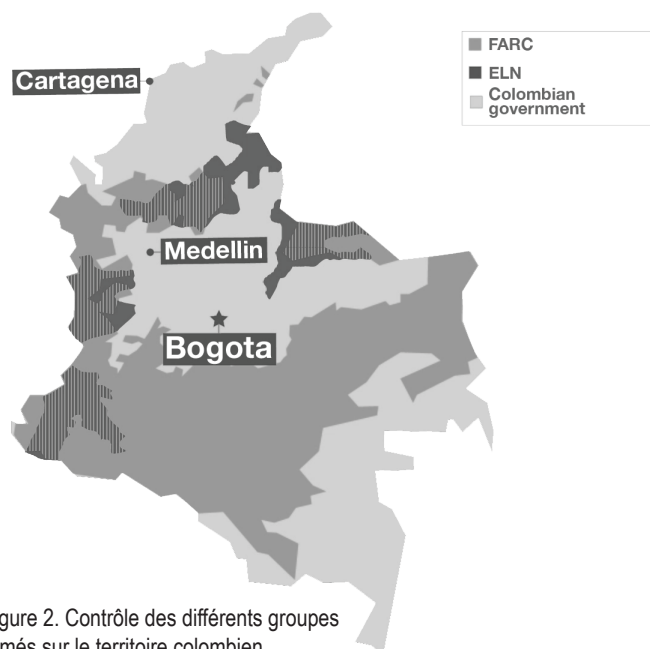


Figure 2. Contrôle des différents groupes armés sur le territoire colombien

Que se passe-t-il en ce moment?

Bien que des accords de paix aient été signés entre certains groupes, plusieurs ont toujours conservé leurs armes. Et certains anciens groupes armés supportent maintenant le gouvernement, résultant en des conflits importants entre les différentes bandes.⁴

La politique des bandes armées, qu'elles soient paramilitaires ralliées au gouvernement ou pseudo-gauchiste, tend à être dichotomique: les habitant·e·s du territoire affecté sont ou bien pour la bande ou contre elle. Toute personne qui tente de prendre une position neutre peut être considérée comme ennemie, et donc assassinée. Les bandes armées pratiquent le recrutement de force, et les autochtones qui se trouvent entre les deux se voient souvent forcé·e·s de rejoindre l'un ou l'autre camp à la pointe du fusil.⁵

Avec les accords de paix de 2016, plusieurs centres sociaux ont été établis dans le but d'aider les paysan·ne·s

à devenir autonomes, notamment de la culture de coca. Malheureusement, l'élection du président de droite Duque en 2018, ouvertement hostile aux accords de paix, a réouvert une phase plus intense du conflit. Les centres sociaux, perçus comme des espaces s'opposant aux bandes armées de l'État et des pseudo-gauchistes, ont été ciblés.

La corruption endémique en Colombie, couplée par des dizaines d'assassinats de leaders autochtones en majorité Páez/Nasa et Pastos⁶, a culminé avec les grandes manifestations de 2019-2020⁷, violemment réprimées par le gouvernement Duque.

L'avenir n'est donc pas rose pour les autochtones de la Colombie, qui se trouvent encore une fois entre l'arbre et l'écorce, dans le conflit larvé du gouvernement corrompu de Bogotá avec les bandes armées rurales.

Pour plus d'informations, on vous invite à écouter l'émission des Apatrides anonymes du 24 février 2022 qui présente entre autres une entrevue du PASC (Projet d'accompagnement solidarité Colombie).⁸

Notes:

1. Voir notamment: <https://reliefweb.int/report/colombia/colombian-landowners-peasants-listen-each-other>

2. Voir: <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>

3. Voir: <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/grupos-etnicos/presentacion-grupos-etnicos-2019.pdf>

4. Voir: https://en.wikipedia.org/wiki/Revolutionary_Armed_Forces_of_Colombia#2019:_Attempt_to_reinstate_FARC

5. Voir: <https://www.hrw.org/reports/2003/colombia0903/colombia0903.pdf>

6. Voir notamment: <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-49342932> et <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-54598875>

7. Voir notamment: https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/with-nationwide-strike-colombia-joins-south-americas-season-of-protest/2019/11/21/2d3adf0e-0bef-11ea-8054-289aef6e38a3_story.html

8. <https://www.choq.ca/episodes/apatrides-anonymes/emission-du-24-fevrier-2022/>



Les chars, ça fait qu'on paye pour les riches!

On le sait, les autos, ça pue, ça pollue et ça tue. Nos villes seraient beaucoup moins polluantes si les autos étaient remplacées par un système de transport public gratuit et efficace, de même que des encouragements pour le transport actif. Ce texte se veut un bref tour d'horizon de ce que ça représente pour les pas si riches.

D'abord, pour chaque automobile, il est nécessaire d'avoir quatre espaces de stationnement reliés. Ça semble exagéré, mais regardez les espaces aménagés autour des autoroutes et vous verrez à quel point l'asphalte est maître. La même chose se produit le jour où les automobiles partent des quartiers résidentiels vers les quartiers d'affaires et industriels. Cette situation a une influence sur la trame urbaine: tous nos transports sont un peu plus long à cause qu'il faut quatre fois plus d'espace pour les automobiles. De plus, les vignettes fournies par la ville ne couvrent qu'une fraction du coût d'entretien et du déneigement des routes. Ces mêmes frais se transfèrent sur les infrastructures comme les conduites d'eau, les égouts et les fils électriques, qui se doivent d'être autant plus longs pour accommoder cette dispersion. Ces coûts élevés se retrouvent à être passés aux locataires qui s'empilent dans les quartiers les plus denses, alors que les infrastructures automobiles ne bénéficient qu'à une minorité.

Ensuite, c'est la même chose pour les routes. Elles ne sont pas réfléchies pour un usage moyen, mais plutôt pour les goulots d'étranglement, comme aux heures de pointes. On a un réseau routier démesuré puisqu'une minorité riche décide de se trimballer dans les rues du centre-ville en exposant leurs rutilantes bagnoles. Or, allez dans Ville Mont-Royal, dans Westmount, ou dans les secteurs riches d'Outremont: les mesures de contrôle du trafic automobile sont partout, les routes sont conçues pour empêcher les gens de traverser ces quartiers cossus. Même que selon les statistiques de la ville, les trois quartiers qui utilisent le plus le transport en commun sont les quartiers les mieux desservis en autoroutes: le Sud-ouest, Villeray-Parc-Ex-St-Michel et Notre-Dame de Grace. Ainsi, ce sont les quartier pauvres qui subissent les klaxons et la pollution, puisque personne ne les défend quand vient le temps de faire passer une autoroute ou un centre de transbordement de containers, comme c'est le cas au terrain vague d'Hochelaga. On a hâte au jour où on installera un incinérateur à Westmount.

Cette logique est en croissance: les chars sont plus nombreux, mais aussi plus gros.

Cette situation ne tient qu'à un calcul effectué par les riches qui, lorsqu'ils acquièrent un véhicule, pensent au pire scénario. Il s'agit du cas particulier où il a rénové sa salle de bain et qu'il a dû transporter des matériaux de construction il y a dix ans: «heureusement qu'il n'avait pas une Tercel». Cette logique d'acquisition de véhicules est ce qui mène à une croissance de la taille des véhicules sur les routes. C'est aussi ce qui pose problème pour le trafic: alors que la vaste majorité de la population est seule dans son véhicule, une automobile utilise le même espace que dix piétons, ou cinq cyclistes. Ou encore, trois automobiles utilisent le même espace qu'un autobus qui pourrait transporter 40 personnes.



Pour lutter contre les changements climatiques, on propose les voitures électriques. Pour être clair, une automobile électrique est moins pire qu'une auto conventionnelle¹, mais le problème dépasse la «simple» question des changements climatiques. Le problème des voitures réside dans le poids et dans l'espace pour le transport d'une seule personne: on n'a pas besoin de transporter une tonne de tôle à chaque déplacement. Toutefois, et c'est là le problème, la forte disponibilité des voitures amène une organisation de la ville en fonction de leur besoins, comme les routes et le stationnement mentionnés plus haut. Mais de plus, les automobiles créent des zones d'exclusions, où il devient nécessaire d'avoir une auto pour accéder à des espaces ou à des emplois dans des zones isolées. Une fois la voiture achetée, aussi bien s'en servir. La même chose se produit dans le transport interurbain, si bien que les autoroutes, les fins de semaine, sont bloquées en sortant de Montréal le vendredi et en revenant le dimanche, puisqu'il n'y a pas de façon facile d'accéder à la nature² sans voiture.

Les coûts de santé (accidents, pollution de l'air, etc) et les pertes de productivité liées aux embouteillages démontrent depuis des



années que le modèle automobile est plus cher que les coûts minimes associés à la mise en place de transport collectif et actif. L'important, ce n'est pas de se rendre du point A au point B, c'est de créer de la richesse au point C en passant, loin de ceux pogné·e·s dans le trafic. C'est ce qu'ils ont fait après la crises de 2008 en donnant des milliards à GM et Chrysler en 2009³, c'est ce qu'ils font encore avec la C-Series de Bombardier. L'État n'est pas un bon père de famille qui gère un budget de manière rationnelle. Le gaspillage est lié à la croissance économique. Face à la menace d'une génération qui se transporterait mieux, les gouvernements tentent de sauver la croissance en subventionnant les F-150 électriques.

Bref, en transport comme ailleurs, les vraies solutions ne sont pas du côté du gouvernement ou des entreprises. Elles sont dans les ateliers de vélos communautaires. Elles sont dans les luttes pour l'accessibilité des stations du métro de Montréal. Elles sont dans la confrontation des autorités politiques pour avoir des infrastructures adéquates. Elles sont pour sortir les chars des quartiers pauvres. Elles sont dans les luttes pour avoir un accès à la nature.

Notes:

1. Dans notre contexte précis où l'électricité est « propre », puisque cette définition ne tient compte que des émissions de CO2 et non de la destruction environnementale causée pour les barrages hydro-électrique, des effets négatifs sur les populations autochtones de l'invasion de leur territoire et la perturbation des écosystèmes dont ils dépendent.

2. Évidemment, la « nature » n'existe pas, il s'agit d'une conception qui s'est construit au fil de l'évolution de l'environnement urbain. Quand même, il est important de pouvoir sortir de Montréal, de pouvoir passer du temps près des lacs, des arbres et des rivières.

3. <https://www.cbc.ca/news/politics/loans-canada-account-finance-auto-sector-bailout-2009-gm-chrysler-1.4722529>

Des nouvelles de Sheikh Jarrah

Au printemps 2021, la résistance palestinienne contre les évictions de familles de leurs maisons dans le quartier Sheikh Jarrah avait déclenché une vague d'appuis partout dans le monde. Les habitant·e·s palestinien·ne·s de ce quartier de Jérusalem-Est vivent une situation insoutenable depuis plus de dix ans, alors que plusieurs familles ont été évincées de leurs maisons. Ces évictions sont justifiées parce que leurs titres de propriété sont contestés par les Israéliens et que, sans surprise, les autorités colonisatrices ne penchent pas souvent en faveur des Palestinien·ne·s. Aussi, les familles restant dans le quartier doivent cohabiter avec des colons israéliens hostiles dans la maison d'à côté ou même dans une partie de leur propre maison.

DECOLONIZE



PALESTINE!

#SAVESHEIKHJARAH #GAZAUNDERATTACK #BOYCOTTISRAELIAPARTHEID

Depuis, l'attention internationale s'est déplacée ailleurs, mais la lutte contre les évictions s'est poursuivie à Sheikh Jarrah et la répression israélienne a, comme toujours, été brutale. Le 1er mars, dans un revirement de situation, la Cour suprême israélienne a suspendu les évictions des familles de Sheikh Jarrah, jusqu'à ce que la propriété des terrains puisse être établie légalement, ce qui devrait prendre des années. Si ce répit est une bonne nouvelle pour ces familles, la stratégie israélienne de gruger constamment le maigre territoire laissé aux Palestinien·ne·s après la création de l'État israélien en 1948 et une autre phase de colonisation en 1967, se poursuit et la lutte n'est pas finie. Les alliés occidentaux d'Israël peuvent voir les effets dévastateurs de la colonisation sur les Palestinien·ne·s en direct à la télé, mais entre colons, on se protège.

Pour plus d'informations:

<https://www.aljazeera.com/news/2022/3/1/israeli-top-court-suspends-palestinian-evictions-in-sheikh-jarrah>



Mises-à-jour sur le Yintah

« There is a huge opportunity here, this relationship & allyship between indigenous warriors and anarchists. Combining those two groups particularly is a really powerful move against the State and a really powerful voice that we can have together »

—Sleydo, du clan Gidim'ten

La fin de l'année 2021 et le début de l'année 2022 ont été le théâtre de nombreuses actions menées par des militant·e·s du peuple Wet'suwet'en et leurs allié·e·s qui se battent encore à ce jour contre l'appropriation et la destruction de leurs territoires ancestraux par Coastal GasLink (CGL) et son allié l'État colonial. Ces actions de solidarité sont une opportunité de créer des liens et des affinités, ce qui a été rendu historiquement impossible par les politiques coloniales de l'État canadien, mais aussi par la difficulté des milieux militants allochtones, à se solidariser avec les luttes autochtones pour leur autodétermination. Dans le contexte actuel, alors que de nombreuses communautés autochtones s'organisent contre des industries extractives qui menacent leur survie, mais également la nôtre, de par leurs impacts environnementaux, nos luttes deviennent liées, nos intérêts deviennent convergents. Dans la dernière année, des collectifs écologistes, anticapitalistes ou militant dans une perspective de justice climatique ont organisé de multiples actions directes à travers le territoire soi-disant canadien à la demande explicite des *land defenders*, qui voyaient leur territoire envahi par la GRC. Ce texte, dont une version antérieure avait été publié dans la brochure d'information distribuée à la manifestation du 27 novembre dernier, se veut un rappel historique de la lutte pour l'autodétermination des Wet'suwet'en, ainsi qu'une mise à jour des plus récents développements au Yintah dans la lutte contre la construction du gazoduc.

La lutte pour l'autodétermination des Wet'suwet'en

La lutte pour l'autodétermination du peuple Wetsu'wet'en ne date pas d'hier. En effet, depuis la fin des années 1990, les chef·fe·s héréditaires des peuples Wet'suwet'en et Gitksan mènent une bataille juridique et politique pour la reconnaissance de leurs droits territoriaux. En 1997, ces deux peuples ont obtenu du système juridique colonial la reconnaissance que leur territoire n'avait jamais été cédé, et que leur système de gouvernance héréditaire n'avait jamais été éteint. Ainsi, depuis la fin des années 1990, le système juridique colonial lui-même reconnaît la souveraineté du peuple Wet'suwet'en

sur son territoire, ainsi que la validité de leur système de gouvernance qui est antérieur à la colonisation européenne.

En 2008, les Wet'suwet'en décidaient de se retirer du processus de négociation de traités avec la Colombie-Britannique, tout en affirmant leur droit inhérent à leur territoire ancestral non-cédé. En 2010, les chef·fe·s héréditaires fondaient le camp Unist'ot'en dans la perspective de protéger leur territoire, tout en instaurant des pratiques de gouvernance inspirées de leur système juridique. Cela permet à la communauté de se prononcer sur l'ensemble des projets envisagés sur leur territoire par le biais d'un consentement libre et éclairé, au contraire des processus de «consultation» bidons offerts par l'État colonial canadien. Depuis 2010, les membres de la communauté ont notamment construit un *healing center* sur le site du camp, où des soins de guérison inspirés des méthodes ancestrales étaient offerts à la communauté.



Un second camp, le camp Gidimt'en, a été érigé en décembre 2018, et contrôle l'accès au territoire du clan Gidimt'en. Les chef-fe-s héréditaires Wet'suwet'en ont pris la décision d'appuyer cette démarche lors d'un festin organisé le 16 décembre 2018. Lors de la même période, la cour canadienne accordait une injonction à l'entreprise CGL, permettant à la GRC de dégager une voie de passage pour l'entreprise, à travers le Yintah, passant par différents barrages érigés par les Wet'suwet'en, et à proximité du *healing center* établi au camp Unist'ot'en. En janvier 2019, la Gendarmerie Royale du Canada faisait intrusion dans le territoire non-cédé des Wet'suwet'en afin de procéder à l'arrestation violente de 14 personnes défendant le droit à l'autodétermination, au consentement libre et éclairé de leur peuple. L'intrusion et les arrestations qui s'en sont suivies ont été faites de manière particulièrement violente et répressive, des documents attestent d'ailleurs que la GRC était prête à faire usage de *snipers* et de fusils d'assault à l'égard des militant-e-s autochtones.¹

En octobre 2019, les chef-fe-s héréditaires du peuple Wetsu'wet'en ont exigé de CGL l'arrêt immédiat des travaux, parce que ceux-ci entraînaient la destruction du territoire et de l'héritage culturel des Wetsu'wet'en. En effet, l'entreprise effectuait à ce moment des travaux qui mettaient en péril la conservation de sites archéologiques contenant des traces de l'occupation millénaire des Wetsu'wet'en de ces territoires. La demande des chef-fe-s héréditaires se basait également sur le fait que l'entreprise ne respectait ni le droit traditionnel du peuple, ni le droit colonial de la province. Plutôt que d'obliger l'entreprise à respecter leurs propres lois, les tribunaux canadiens ont décidé d'accorder une injonction permanente à CGL, criminalisant par le fait même tou-te-s les protecteur-trice-s des territoires Wet'suwet'en.

#SHUTDOWNCANADA 2020

Le large mouvement de mobilisation dont nous avons été témoins au printemps 2020 était directement issu de ce conflit. En janvier 2020, les chef-fe-s héréditaires ont transmis un avis d'éviction à l'entreprise CGL, ont évincé l'ensemble des travailleurs de l'entreprise et ont érigé un nouveau barrage au kilomètre 39 de la route forestière, toujours sur le territoire du clan Gidimt'en. Les différents camps érigés tout au long de la route menant aux territoires des Wetsu'wet'en agissant à titre de barrage pour empêcher à la fois CGL et la GRC de pénétrer sur le territoire. Quelques jours plus tard, la GRC installait son propre barrage pour empêcher l'accès aux supporters des camps et aux territoires des communautés.

Au cours de cette période, les militant-e-s subissaient du harcèlement quotidien de la part des agents de la GRC, malgré la promesse de l'État de ne pas intervenir pendant que des discussions avaient lieu entre les chef-fe-s héréditaires et la province. Entre le 31 janvier et le 10 février 2020, plus de 25 militant-e-s sont arrêtées par la GRC. En réponse à cette répression violente, des militant-e-s du peuple Wetsu'wet'en ont appelé leurs allié-e-s autochtones et allochtones à poser des actions avec comme mot d'ordre #SHUTDOWNCANADA, suite à quoi de nombreuses communautés autochtones et quelques groupes allochtones ont répondu en érigeant des barricades sur des voies ferrées d'un bout à l'autre du pays. Le peuple Gitxsan, voisin et allié des Wet'suwet'en avait notamment organisé un blocage de chemin de fer sur son territoire, comme l'ont fait par la suite de nombreuses communautés autochtones d'un bout à l'autre du soi-disant Canada. Suite à ces mobilisations, les chef-fe-s héréditaires Wet'suwet'en sont retournés à la table de négociation avec CGL, sans toutefois arriver à une entente.



#ALLOUTFORWEDZINKWA 2021

À l'automne 2021, les travaux de CGL ont repris de plus belle, encore une fois à proximité d'un site archéologique d'une très grande importance pour le peuple Wetsu'wet'en, menaçant de détruire des traces de l'occupation millénaire de leur territoire, et mettant par le fait même en péril la capacité du peuple à «prouver» à l'État colonial canadien la légitimité de ses revendications territoriales. Par ailleurs, ces travaux, qui ont toujours lieu à ce jour, menacent la Wedzin Kwa, principale rivière, source de vie et de subsistance traversant le Yintah. CGL prévoit faire passer son pipeline sous cette rivière qui puise sa source beaucoup plus loin au nord, et dont l'eau était jusqu'à très récemment encore suffisamment propre pour être bue directement de la rivière. Le 25 septembre, en réaction à cette nouvelle intrusion de CGL sur leur territoire, des membres du clan Gidim'ten et leurs allié·e·s reprennent le contrôle du site où ont lieux les travaux en détruisant la route menant au site de forage et en érigeant des barricades. Puis, le 14 novembre, Sleydo, la porte parole du Clan Gidim'ten, annonce l'éviction de Coastal Gaslink et de ses travailleurs du territoire et leur donne huit heures pour quitter. L'entreprise n'avertira jamais ses employés, et les défenseur·e·s du territoires procéderons à la fermeture de la route menant au site. Dans les jours qui suivirent, près de 30 personnes seront violemment arrêtées, sous la menace des unités canines et de fusils d'assault de la GRC. La cabine construite au Coyote camp sera entièrement détruite par la GRC.

En janvier 2022, alors que des rumeurs d'un nouveau raid circulent, les défenseur·e·s du territoire décident d'effectuer un retrait stratégique, voulant éviter une nouvelle vague de criminalisation. Les travaux de CGL reprendront de plus belle sur le site de forage. Puis, dans la nuit du 17 février, une action de sabotage a lieu sur le site de forage, endommageant sérieusement la machinerie utilisée pour creuser sous la rivière. L'action n'est pas revendiquée, mais alourdit les coûts de construction pour l'entreprise, en plus de retarder la poursuite des travaux. Bien que certaines voix se soient élevées pour dénoncer la « violence » de cette action de sabotage, il semble au contraire que face à des policiers qui n'agissent pas en fonction du droit, s'attaquer au portefeuille de l'entreprise par des actions directes est une stratégie particulièrement justifiée. De plus, la destruction de propriété n'est pas une violence comparable à la violence de l'invasion policière du Yintah.



Jusqu'à ce jour, les Wet'suwet'en continuent d'exercer de manière ininterrompue leur droit de gouverner et d'occuper leur territoire en respect de leur système de gouvernance organisé autour de chef·fe·s héritaires des différents

clans composant le peuple. En vertu du droit ancestral des Wet'suwet'en, les clans ont le droit et la responsabilité de contrôler l'accès à leur territoire et la lutte actuelle des Wet'suwet'en contre CGL et l'État colonial canadien s'inscrit directement dans la mise en pratique de ce droit. En 2010, 13 projets de pipeline devant passer sur le Yintah étaient proposés. CGL est le dernier. Les investisseurs des 12 autres projets ont été forcés de désinvestir, suite à d'importantes pressions de la part des défenseur·e·s du territoire Wet'suwet'en et leurs allié·e·s. Ne laissons pas cette chance passer, les prochains mois seront déterminant et nous devons de soutenir la lutte conjointe contre CGL et pour le droit à l'autodétermination du peuple Wet'suwet'en sur son territoire ancestral.

Note:

1. Canada police prepared to shoot Indigenous activists, documents show, *The Guardian*, décembre 2019: <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/20/canada-indigenous-land-defenders-police-documents>



Pour soutenir la lutte du Clan Gidim'ten:

<https://www.yintahaccess.com/new-folder>

Pour en savoir plus:

<https://www.culturalsurvival.org/news/unceded-land-case-wetsuweten-sovereignty>

<https://www.yintahaccess.com/historyandtimeline>

Les ouvriers de CGL rêvent-ils de marées noires?

Dans un article relatant son arrestation dans le Yintah, alors qu'elle couvrait la défense du territoire et l'intervention de la police coloniale, la journaliste Amber Bracken du Narwhal se rappelle que les travailleurs du chantier CGL saluaient les camions de la GRC remplis des arrêté-e-s autochtones et de leurs allié-e-s.¹ On comprend sans difficulté pourquoi de larges pans de cette sous-classe² de travailleurs doivent être antipathiques aux politiques anticoloniales ou de la décroissance: ces politiques s'opposent à des projets qui permettent à une partie de la classe ouvrière – une partie majoritairement masculine et blanche – de trouver acheteur pour sa force de travail, souvent à bon prix.

Si l'on souhaite trouver une résolution pacifique à ce conflit entre cette sous classe ouvrière et la communauté autochtone, il faut proposer l'implémentation de politiques anticoloniales et de décroissance qui rendent impossible ce conflit. Autrement dit, il faut anticiper les problèmes qui vont survenir lorsque les ouvriers de CGL perdront leur emploi. En effet, la travailleuse ou le travailleur, qui se trouve dans la position du « vendeur de sa force de travail », s'iel n'est pas intéressé-e par ce que le capital fera de son travail, iel est quand même pieds et poings liés par ses besoins de base comme se nourrir, se loger, etc.³ Et c'est sans compter sur l'appartenance identitaire à certains types d'emploi: le mythe des « oilmen » par exemple, formant une partie importante de la culture dans plusieurs régions de l'Île de la Tortue. Il est donc fort probable que la travailleuse ou le travailleur se portera volontiers à la défense, peut-être pas de son maître – de son patron, de son gouvernement qui endosse le projet – mais bien d'abord de son droit au travail, à ce travail particulier. Travail qui ne saurait être garanti sans l'exploitation d'une ressource sur un territoire. Notre bâtisseur de pipeline s'identifie à la marchandise qu'il produit pour son patron, en oubliant qu'il est lui-même une marchandise pour le patron.⁴ Il entretient effectivement un rapport problématique à cette marchandise parce qu'elle est à la fois sa vie – son gagne-pain, mais aussi son temps, donc sa vie – et sa perte. Sa perte parce que, même avec un bon salaire, ce qu'il gagne en construisant le pipeline n'est qu'une fraction de ce que les actionnaires feront une fois qu'il sera construit. Et aussi, parce que ce pipeline conduit à la catastrophe climatique, et donc à sa propre mort. Mais il semble que notre bâtisseur de pipeline, quand bien même sut-il qu'on le vole, dans le contexte actuel, ne pourrait pas vouloir ne plus avoir d'ouvrage.

Comme pour plusieurs autres secteurs ouvriers, mais aussi pour une abondance de « bullshit jobs », l'anticapitalisme – en particulier en tant qu'il est et doit être anticolonial et pour la décroissance – pose un problème de vocation. Certainement, l'arrêt consensuel d'un secteur d'activité ne peut avoir lieu sans la garantie que d'autres moyens permettront de subvenir aux besoins des personnes qui perdraient leur emploi, et dans la mesure où la masse de travail socialement reconnue comme nécessaire l'exige, un encadrement bienveillant de réorientation. Dans les conditions actuelles, on pourrait par exemple étendre l'assurance-emploi et les programmes de formation à ces futurs chômeuses et chômeurs climatiques, ceux dont l'emploi devra être aboli.



Pour le moment, aucun-e anticapitaliste n'est en mesure d'assurer aux employé-e-s des agences de pub et aux ouvrier-e-s des puits de pétrole une situation similaire à celle qu'ils ont en ce moment. Il est fort probable que, dans les circonstances présentes, nous ne pourrions résoudre cette contradiction entre ce que notre situation historique actuelle exige et ce que ces ouvrier-e-s en voie de disparition possèdent. Néanmoins, il vaut la peine de mettre en lumière la mesure dans laquelle les jugements politiques concernant un secteur de l'activité humaine en impliquent d'autres, et à quel point un tel changement nécessite l'implémentation de changements radicaux (et donc de perspectives radicales).

L'argument selon lequel il faut construire des pipelines pour nourrir l'économie ne tient pas la route. Il impliquerait que la croissance économique augmente la richesse nationale, dont bénéficieraient



de larges pans de la population. Le discours productiviste de la classe possédante oppose donc mouvement écologiste et intérêt ouvrier en affirmant que seule la croissance peut amener des meilleures conditions de vies pour les travailleur-se-s. Or, rien n'est moins sûr: la croissance économique des trente dernières années a mené à un appauvrissement général de la population, en particulier si l'on observe la part des revenus consacrée à l'alimentation et au logement. Tous les pipelines construits dans les trente dernières années – et il y en a eu beaucoup – ne nous ont pas enrichis, bien au contraire!

Les syndicats corporatistes et les partis politiques réformistes, pour leur part, ne répondent pas non plus à l'appel de l'urgence climatique, du moins pas dans la mesure nécessaire. Il serait tout à fait invraisemblable qu'un-e chef-fe syndical-e annonce demain matin que les mineur-e-s font grève contre l'extractivisme. Le problème de l'écologie n'en est pas moins celui de la production. On a beaucoup observé – à raison! – que les intérêts de la classe ouvrière blanche des pays impérialistes sont plus souvent qu'autrement en conflit, à différents degrés, avec ceux des classes dominées des régions dominées par l'impérialisme et des régions colonisées.⁵ Peut-être que notre bâtisseur de pipeline ne verra pas son mode de vie complètement bouleversé par les changements climatiques. Toutefois, la perte de productivité de l'agriculture va toucher en grande partie les pays les plus pauvres, dont certains consacrent plus de 50% de leurs revenus à l'alimentation. La solidarité syndicale qui prendrait au sérieux la catastrophe climatique aurait à poser le problème du travail dans les secteurs qui nuisent à la survie des travailleur-se-s.



Le cas particulier qui nous a servi d'exemple, celui de notre bâtisseur de pipeline plein de révérence, ou pire, de camaraderie pour la police, démontre assez bien combien l'activité de cette

sous-classe – qui participe de ce que l'on pourrait nommer l'aristocratie ouvrière – est corrélée à des violences de toutes sortes. Violences policières, comme le rapporte Amber Bracken, mais aussi sexuelles et racistes, comme le rapporte les communautés Wet'suwet'en de la région.⁶ Nous ne pouvons pas nous déresponsabiliser de ce qui a lieu en notre nom, en celui d'une économie qui rend souvent possible notre relative qualité de vie, de l'État qui prétend nous représenter. Cela ne veut pas dire que nous soyons tou-te-s dans le même bateau, ou portions les mêmes responsabilités, même si nous en partageons certainement une part.

Les discours qui veulent peser le poids de notre impact sur les écosystèmes où l'on s'inscrit parlent des effets de l'activité humaine. Pourtant, on sait bien que ce sont surtout quelques humains déterminés, agissant pour leur intérêt dans les circonstances et les exigences de l'économie capitaliste, qui ont organisé en connaissance de cause un marché mondial écocidaire. Et quand même on sait bien que des modes de productions non capitalistes pourraient être tentés d'utiliser des énergies fossiles, il est incontestable que la propriété privée des moyens de production est un obstacle majeur à une éventuelle transition. La résistance actuelle aux divers projets polluants doit donc passer par l'impératif de contrôler la production, non moins que le devaient les luttes ouvrières du siècle dernier. Là, on peut spéculer, faut-il un léninisme vert comme le propose Malm?⁷ Peut-on démocratiser la production d'une manière décentralisée et participative, et éviter la destruction, l'exploitation, le colonialisme et l'impérialisme?

Peu importe la solution, on s'entend sur une chose: bien plus que des luttes de classes périodiques (lutte pour les salaires, pour des bénéfices sociaux, pour la réduction des heures, etc.), la catastrophe climatique nous assure qu'il faudra apprendre à faire sans les banquier-e-s. Nous savons quelles décisions ils prennent et connaissons les intérêts qui régissent leurs raisonnements, et il semble qu'ils ne peuvent pas, ne doivent

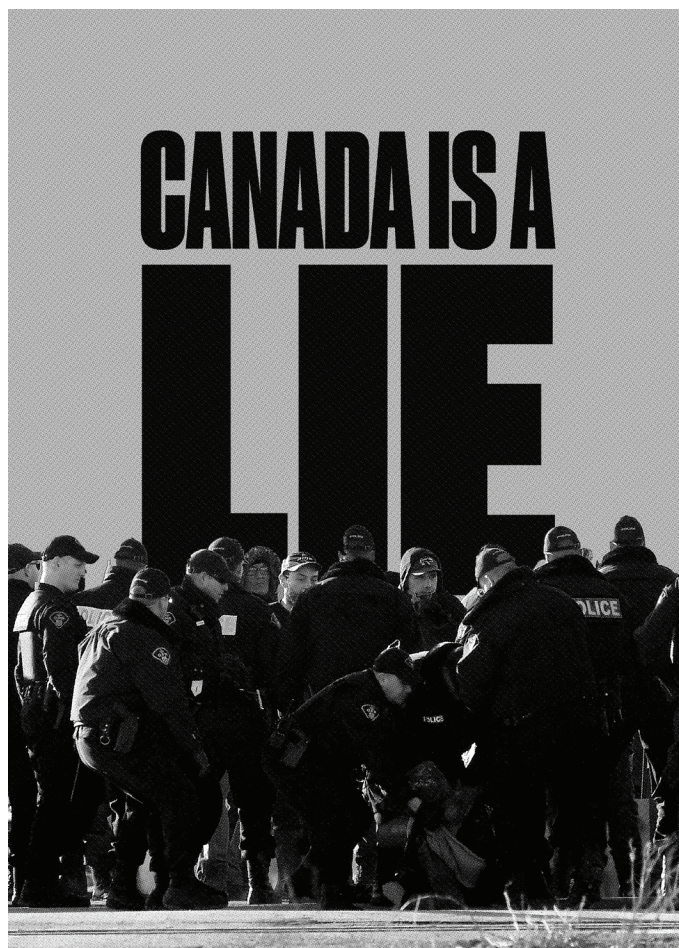


pas, être mis-es en charge de l'économie. Les personnes qui s'opposent aux projets extractivistes en territoire colonisé ne sont certainement pas des capitalistes, et iels sont réprimé-e-s avec les moyens qu'a développés l'État bourgeois pour réprimer ses ennemi-e-s.

Est évident à qui profite le crime. Ce sont les capitalistes qui détruisent la terre quand ils achètent nos mains, quand ils nous forcent à prendre le volant pour aller travailler, quand notre seule option est d'acheter des produits transportés vingt fois, quand ils poussent pour la construction d'une route, d'un tunnel, d'un pipeline. Il est devenu très clair au cours des vingt dernières années qu'il était insuffisant de refuser ces actes seul-e. Il faut organiser ensemble la sortie du capitalisme, la reddition des terres et la cessation de l'extraction des ressources fossiles. Et en attendant bloquer tous les projets écocidaire que l'on peut.

Notes:

1. Voir <https://thenarwhal.ca/opinion-amber-bracken-rcmp-arrest/>
2. Par "sous-classe" on entend une partie d'une classe sociale. Par exemple, la classe ouvrière peut être fragmentée en sous-classes, dépendant de si elle est syndiquée, s'il s'agit d'une main d'oeuvre qualifiée ou non, etc. Un exemple historique sont les "trade unions" américains, qui refusaient de syndiquer les personnes non-qualifiées et/ou non-blanches. Les "trade unions" formaient donc une sous-classe exploitée, mais quand même privilégiée par rapport à d'autres: https://en.wikipedia.org/wiki/Industrial_Workers_of_the_World#Founding
3. Depuis le procès de Nuremberg, les travaux de Sartre sur la liberté, et les écrits d'Arendt, on ne peut pas dire que les employé-e-s ne soient pas responsables des conséquences de leur travail. C'est une part de responsabilité moindre que celle des possédants, mais pas nulle.
4. Les manuscrits de 1844 de Marx décrivent l'aliénation des travailleuses et travailleurs dans le système capitaliste, notamment sur le fait qu'ielles ne sont plus alors que des marchandises. Et comme une marchandise, ielles se déprécient avec le temps. Un exemple serait les travailleuses et travailleurs d'entrepôt, qui sont jeté-e-s comme un bas troué après s'être blessé-e-s. Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Manuscrits_de_1844#Homme_comme_marchandise
5. « En pays colonial, disait-on, il y a entre le peuple colonisé et la classe ouvrière du pays colonialiste une communauté d'intérêt. L'histoire des guerres de libération menée par les peuples colonisés est l'histoire de la non-vérification de cette thèse. », dans Pour la révolution africaine, Frantz Fanon, "Petite collection Maspero", 1969 [1964], p. 78.
6. Voir <https://thenarwhal.ca/b-c-failed-to-consider-links-between-man-camps-violence-against-indigenous-women-wetsuweten-argue/>
7. Voir <https://jacobinmag.com/2020/06/andreas-malm-coronavirus-covid-climate-change>



Un dépotoir illégal toléré par Québec

En 2014, le gouvernement du Québec a approuvé la construction d'un dépotoir de matériaux de construction dans le territoire kanien'kéha:ka de Kanehsatà:ke. Ce dépotoir a rapidement dépassé toutes les contraintes définies par Québec, notamment en terme de capacité et de type de déchets. Des analyses de l'eau démontrent la présence de BPC, un produit qui ne peut pas légalement être mis dans un dépotoir. Malgré la multiplication des infractions, le dépotoir est toujours en fonction. Malgré de multiples appels de la communauté kanien'kéha:ka, les gouvernements canadiens et québécois refusent toujours d'agir.

Pour plus d'informations:
<https://www.reconciliation.org/>



Le REM, ou comment faire payer les pauvres pour les riches

Le sous-investissement chronique volontaire dans le transport en commun a créé une opportunité économique: il devient possible de mettre en place un système de transport qui vise à faire des profits, en parallèle d'un système de transport à but non lucratif, la STM.¹ En effet, la CDPQ a mis en place un modèle particulier pour le REM, regroupant des investissements provinciaux, fédéraux et de la CDPQ-Infra. À cela s'ajoute une redevance sur les constructions périphériques au projet. En effet, puisque la mise en place de transport collectif amène la construction de nouvelles infrastructures à ses abords, les agrandissements et constructions à 1 km des stations sont soumises à une redevance qui vient financer le projet.² Pour le dire clairement, le REM a pour but assez explicite de chasser les pauvres d'autour de ses stations futures pour faire des tours à condos. La construction bat déjà son plein: près d'un million de mètres-carrés de nouveaux édifices sont en construction.³ Évidemment, les promoteurs sont aux aguets et visent à rapidement esquiver ces redevances sur les stations dont l'endroit n'est pas encore connu.⁴ Toutefois, il était prévu qu'il y ait six fois plus de redevances sur 50 ans. Avec la perte de population que vit Montréal avec la hausse du télétravail, ce n'est pas demain la veille que ces redevances seront obtenues.

Cette structure de financement vient d'une entente avec l'ARTM, un organisme à but non-lucratif qui encadre les autres structures de transport de Montréal. Ainsi, c'est l'ARTM qui récolte les fonds lorsque l'on achète une carte Opus, et qui les redonne sous forme d'entente de service aux différentes organisations, que ce soit la STM ou les trains de banlieue. Ainsi, l'ARTM a signé un contrat de 99 ans avec le REM s'engageant à payer un montant de 72 sous par passager·ère par kilomètre au dessous d'un certain nombre de passager·ère-kilomètre⁵, soit près de trois fois le taux versés à la STM⁶ avant la COVID.

Dans tous les cas, les tarifs offerts au REM sont outranciers pour deux raisons supplémentaires. Premièrement, il s'agit d'un service de transport pleinement automatisé. Il ne se compare pas au service actuel de la STM qui comprend aussi des

autobus et du transport adapté, qui sont plus dispendieux, mais beaucoup plus adaptés aux besoins de la population. La STM demeurera en charge de gérer le transport en autobus aux abords des stations du REM. Deuxièmement, dans la

structure de prix de l'ARTM, les populations qui résident autour du métro existant, beaucoup plus démunies que celles de l'ouest de l'île, payeront 3.50\$ pour un service qui coûte 25 sous du km. Au contraire, les populations de l'ouest de l'île, payeront le même prix pour un service qui coûte 72 sous du km. Ainsi, si un jour on revient à la situation normale, puisque le voyage en transport en commun moyen est de 7 km, chaque transport dans le REM coûte 5.10\$ contre 1.75\$ pour un transport en métro. Donc les pauvres subventionnent les riches, en donnant un petit extra à la CDPQ-Infra et aux gouvernements.

Toutefois, dans le contexte de la COVID, les états financiers de l'ARTM de 2020 rapportaient une perte de plus de 50% de ses revenus tarifaires pour la période et une perte d'achalandage de près de 66%. Dans ce contexte, ce sera la CDPQ-Infra qui essuiera la majorité des pertes et on n'est pas surpris que le premier train du REM soit prévu pour l'automne 2022. On peut déjà prédire que ce sera après les élections, avec les annonces de dépassement de coûts et d'une surenchère d'investissements pour permettre une rentabilité à terme... si ce n'est pas l'abandon du projet ou de nous refiler la facture.

Notes:

1. La CDPQ-Infra rapporte un partage des revenus 28-36-36 entre respectivement la CDPQ-Infra et les gouvernements provinciaux et fédéraux (<https://rem.info/sites/default/files/document/Rapport-due-diligence-VF.pdf>).

2. Il y a même une loi votée à cet égard par le gouvernement provincial: <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/rc/A-33.3,%20r.%202>

3. <https://www.lapresse.ca/affaires/2021-09-09/rem/les-redevances-depassent-les-100-millions.php>

4. <https://www.lapresse.ca/affaires/2019-11-11/rem-des-travaux-de-875-millions-des-redevances-de-0>

5. C'est beaucoup plus que la STM avant la COVID.

6. La STM rapporte près de 3 milliards de passager·ères kilomètres en 2017 (https://www.stm.info/sites/default/files/media/doc/2018/obl-vertes_ges_azur.pdf) alors qu'elle se fait verser 714 millions par l'ARTM, soit près de 25 sous du kilomètre-passager·ère. Pour l'année 2020, la STM a reçu 1,3 milliards (https://www.artm.quebec/wp-content/uploads/2021/05/Rapport-annuel_2020.pdf), pour à peu près 1,35 milliards par kilomètre-passager·ère, soit près de 0,95 sous du kilomètre-passager·ère (<https://www.stm.info/sites/default/files/pdf/fr/ra2020.pdf>).



DEFEND LAND DEFENDERS #WETSUETENSTRONG

The Rich Are Going to Move to the High Ground (extrait)

When the water starts rising you know what they're gonna do,
The rich are gonna move to the high ground,
The rich are gonna move to the high ground.

All those singers & actors and philanthropsts,
Say the poor are at the top of their priority list,
But when the levies start breaking and the barriers fall,
Where will they be when we come to pay a courtesy call?
With their mistress, wives, pets, children and all,
At the top of a hill, behind a fortified wall.

For every sad number that the scientists find,
You get the feeling that some people really don't mind,
To see a new feudal age for the whole human race,
Because the rabble will finally be all back in their place,
There'll be no revolution we'll be meek as wet mouses,
Begging them to let our children serve in their houses.

Geoff Berner (2007)

<https://www.youtube.com/watch?v=IXl4ZwakAgQ>



De-colonizing a Colonial World

Allow me to express my gratitude to you for your openness to have conversations on this sensitive topic. I invite you to read what follows at your own pace, thinking about your own wellbeing first. Feel free to take a break, have a sip of water, go outside and resume this article later – the content of which might trigger unpleasant emotions and memories.

Here is a word of advice I'd like to give you before we start: shut up and listen, reach out and listen. In my experience, the most significant culture shocks between settlers and Indigenous folks happen in everyday conversations. Be receptive, because if someone decides to share a bit about themselves with you, there is certainly a reason behind it, the same way there is a reason why you came across this article today.

Colonialism.

Read it again. "[Colonialism](#)".

How does it make you feel to see such a brutal word written on a piece of paper?

Where do these feelings sit in your body?

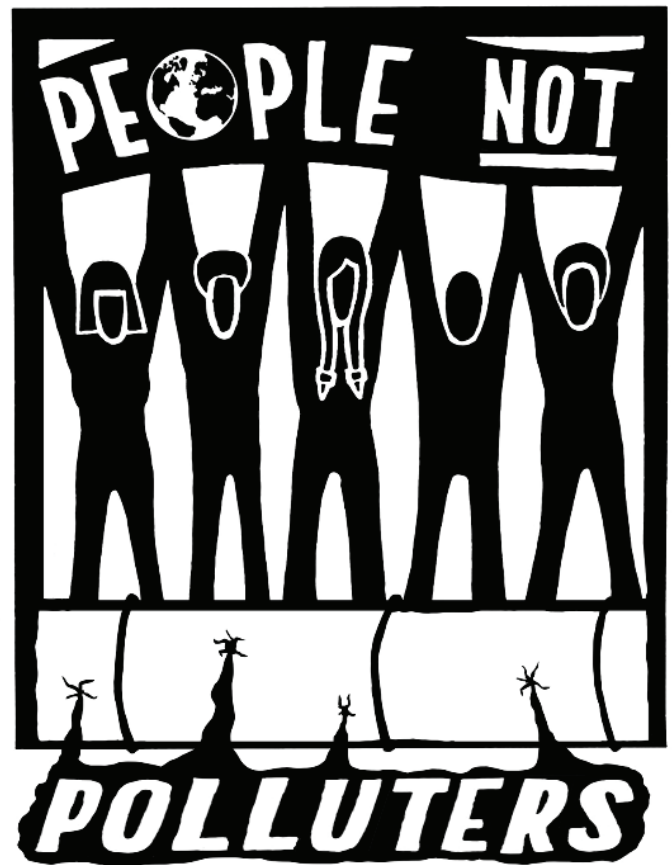
I'll tell you how I feel when I read it: I feel scared. I anticipate having to justify myself, my existence as an Indigenous person living in the 21st century, my decision not to blend in with settlers, but rather, to live my Indigeneity as I like to think my Ancestors would have wanted me to. I'm scared of what people will have to say about "colonialism", that it's just Canada's *ugly* past and that we've achieved reconciliation. I'm scared of discussions about colonialism because I'm scared of settlers being scared. They just love using their fancy words and meters-long references to prove me wrong. They have an incessant need to comfort themselves in their own presumed superiority, because what settler in their right mind would question the basis of the colonial entity that has made their people thrive for generations?

Nevertheless, the sun is still shining, the birds still sing, and snow is just as cold and beautiful as it always has been. Indigenous peoples are still alive, and colonialism has failed. Although, not entirely. When I walk around the streets of Montreal, I am reminded everywhere I look that *I don't belong here*.

I am not Kanien'kehá:ka and have not asked permission to be on this land. Oh, how I wish it were that simple.



Actually, I am reminded of my own lack of belonging when I look at all the symbols



spread around the city. Statues, street names, metro stations, people speaking English and French, *money*. You read that right: money. I am crushed to see that because of the capitalist system imposed on us, human beings nowadays would rather preserve their materialistic way of life and intoxicate themselves with physical goods and wrinkly dollar bills until their loneliness becomes so unbearable it takes their last breath. To top it off, on the money we use and all around the city we find the names and faces of the people deemed to be worth remembering. (By whom,

you might ask? That's a really good question.) I wonder what's worse: being haunted by the people who kidnapped, raped, murdered and erased my Ancestors, or the blatant apathy of settlers today towards the ongoing colonial project that will stop at nothing to complete its course. To be honest, both make me feel equally horrible. That's what living in a colonial world feels like. Random people celebrating the homicidal maniacs who made my family members violent alcoholics, and then telling Indigenous persons to stop complaining. Being more familiar with streets and metro stations named after long-deceased slaughterers than with the names of the trees, flowers and birds that are still a significant part of our daily lives.

You might be thinking, "OK, I get it, you're angry, but what can I do about it? I didn't do anything to you." My friend, you're absolutely right: I am angry.

Do you know how messed up it is when your kindergarten teacher plays "Indian music" on the radio to calm you down during nap time, and a year later being forced to memorize and sing the national anthem between lessons on verbal agreement and math? The message is clear: no one is safe from colonialism, not even children.

Remember elementary school teachers raising awareness on bullying? I remember very well, because I went to a white school and was made fun of by both students and yard supervisors whenever I talked about my Indigenous Ancestry. Guess who always ended up at the principal's office. I stopped counting how many times I heard the same old story of "if you're not doing anything about it, you're just as guilty as the bully", and then seeing these same teachers turning their backs on what was going on in the schoolyard. Well, they were at least right about one thing: either you *are* a bully, or you're *standing up* to a bully. Regardless of where you come from, whether you're marginalized, privileged, an activist or just someone reading this article for fun, I invite you to stand up to the bully.

People call it different names - colonialism, capitalism, white fragility, government institutions, that racist uncle, and I'm omitting a few. To me, they're all one big melting pot of human-made evil. There is no better time than now to do something about it. I notice that strong positions like the prison abolition movement, anti-capitalism, environmental activism, Indigenous activism and the desire to dismantle the colonial state tend to be too intimidating or deemed unrealistic by the general public, but I'm telling you, *it's not*. In fact I believe it is the only solution if we want humanity to thrive for a little longer. Indigenous voices have been active but silenced since the 16th century; the generations since then tried every way possible to overthrow the colonial

system that was slowly but surely being forced on them, and yet settlers today are saying that Indigenous activists are *too radical*. I'd say we aren't radical enough. What will it take to get the settlers' attention? There is so much information available to *everyone* that would be more than enough to charge the Canadian government with genocide, Indigenous peoples have already done the work for you! If time has proven anything, it's that gently asking people to get off their high horses and read up on the Indian Act, UNDRIP, the TRC, as well as research and documentaries about the history of Indigenous peoples is simply *not enough*.

To my Indigenous siblings, make your presence known, get your bead game on, and don't be afraid to talk back to let these settlers know that they haven't won. To the awoken settlers reading this, know that your engagement is appreciated, continue to educate yourself and others, and remember that actions speak louder than words. Now get out there, drum to your heart's content and let the colonial government know that their reign of terror is coming to an end!

Lagos sous les flots

Le Nigéria est une construction de l'empire britannique, regroupant près de 370 peuples autochtones différents, parlant près de 500 langues différentes. Toutes ces ethnies se retrouvent dans la capitale, Lagos, ville la plus peuplée d'Afrique. La mégapole et ses environs regroupent près de 24 millions d'habitant·e·s, dont la majorité vivent dans des bidonvilles sur pilotis. Et avec la montée des eaux causées par les changements climatiques, ces pilotis sont de moins en moins capable de résister aux tempêtes. La raison est que Lagos est construite sur un ensemble d'îles basses sur le bord de la mer et est donc très vulnérable à la montée des eaux. Des quartiers plus riches se sont protégés des vagues de l'Atlantique en construisant des digues, mais ces digues ne font que repousser les vagues vers les quartiers plus pauvres. Les moins fortuné·e·s iront rejoindre les 26 millions de personnes qui seront déplacées par année, selon les estimations du GIEC.

Pour plus d'informations:

<https://www.bbc.com/future/article/20210121-lagos-nigeria-how-africas-largest-city-is-staying-afloat>



Genres de territoires, valse d'oppressions

Nous faisons partie du collectif Projet accompagnement solidarité Colombie. Nous sommes féministes, à l'étroit dans les moules qui nous sont imposés. Nous sommes majoritairement blanc·hes, habitant·es de territoires voués à la destruction, de territoires tâchés du sang de la colonisation, qui se poursuit encore. Nous constatons, subissons, dénonçons et, malgré tout, participons, aux rapports de domination qui façonnent nos communautés, les sociétés humaines, nos vies.

La civilisation qui est la nôtre s'est construite à travers trois piliers: l'exploitation (et la capitalisation) des ressources, la colonisation (et le racisme) et la domination hétéropatriarcale (et l'hétéronormativité). Ces trois systèmes interdépendants se renforcent les uns les autres. Ils fondent entre autres le système social, politique et économique actuel, avec une multitude d'autres systèmes, rapports et dimensions de l'oppression. Parce qu'ils sont liés, il faut les affronter de face et simultanément pour espérer les comprendre et les ébranler. Ils valent les uns avec les autres, s'entremêlent, s'entrechoquent, se rencontrent, créent des rapports d'oppression qui s'imbriquent les uns les autres et se recoupent à des intersections. Ils façonnent nos rapports avec les autres, aux territoires, à nous-mêmes.

Parce que le territoire nous habite autant que nous l'habitons. Nos corps et nos entrailles sont (dé)formés par des moules hétéronormés, nos psychés sont marquées par une éducation raciste, ces territoires sont traversés par les autoroutes du colonialisme.

Ce texte part d'une perspective féministe anti-coloniale pour explorer brièvement les interactions entre le(s) territoire(s), le(s) sexe(s) et le(s) genre(s), aujourd'hui, sur le territoire nommé Québec, soumis à l'intensification de l'exploitation de la nature et des humains qui y habitent.

Le territoire, les territoires, entre pillages et ravages, normativité et assimilation

Le territoire, qu'il soit un corps ou une terre, est le lieu de tous les combats. Nous nous l'approprions, le contrôlons, le pillons jusqu'à la dernière goutte. Et pourtant, bien qu'il soit omniprésent et qu'il nous façonne, il reste mystérieux dans sa définition. Il ne cesse d'être un espace à définir, un espace d'identités, d'inter-influences, de réciprocités, de pluralités, de multiplicités, d'affectivités sans cesse en (re)construction.

Parce que nous vivons dans un monde où les arbres sont vus comme des signes de dollars, la nature devenue ressources et investissements. À travers l'exploitation des ressources, les



éléments qui composent le territoire ont été étiquetés suivant des valeurs abstraites. Les animaux se vendent pour leur fourrure, la forêt se compte en billots, les roches sont cotées à la bourse, les rivières sont autant de barrages hydroélectriques potentiels... Le capitalisme, imposant une définition monétaire des ressources, n'a que faire de leur protection, quoiqu'en soient les prétentions du développement durable. La propriété de la terre est peut-être un des pires fléaux, clôturée, quadrillée, vendue, louée, "no trespassing", ça c'est à moi, va-t'en chez vous... Ce rapport au territoire prend source dans des inégalités de pouvoir, une domination de l'Autre, des autres.

Parce que nous habitons sur des terres non cédées et que la colonisation continue aujourd'hui d'être un pilier de nos sociétés et ce, depuis plus de 500 ans. La capitalisation s'est mêlée à plusieurs danses et les terres sur lesquelles nous habitons y ont été envoûtées de force, tout comme les peuples autochtones, parcourus d'une multitude de petites et grandes résistances. Sur les rivières, des canots et des bateaux de guerre ont navigué. La menace s'est instaurée partout, la soif insatiable de ces êtres voulant avaler jusqu'à la dernière gouttelette, jusqu'à la dernière poussière d'or, jusqu'au bout du monde. Vastes vagues de destruction, de domination, l'œuvre coloniale – commencée ici par les Français et les Anglais – a continué de plus belle avec le Canada (sans parler de leurs autres empires coloniaux), ses gouvernements tout autant racistes, ses désirs d'assimilation et de contrôle, «d'un océan à l'autre».

La valse s'accélère, les colons continuent à envahir l'espace

Parce qu'on se fait mettre, sans cesse, dans des boîtes avec des étiquettes « genre », « race », « handicap », « sexe », « étranger », entre autres catégories sectaires. Ils envahissent non seulement l'espace, mais également la définition des genres, des sexes, des races, des identités. Il n'est pas étonnant que l'appropriation coloniale du continent « américain » soit parfois passée par la répression et l'élimination, chez certains peuples autochtones, de différents rapports sociaux de genre et de sexe, de multiples sexualités et expressions de genre. En témoignent plusieurs récits d'historien·ne·s, de missionnaires et d'explorateur·trice·s. Un d'entre eux raconte par exemple¹, dans des termes colons, comment la nation Choctaw respectait les personnes trans et certaines pratiques et comportements homosexuels. On assiste à une justification rhétorique des génocides par des identités de genre dit déviantes et la présence de pratiques érotiques non hétérosexuelles. Il arrivait même que l'hétérosexualité soit normée par les missionnaires, par exemple vis-à-vis des Hopis et de certaines de leurs pratiques sexuelles considérées bestiales. Et c'est la « nature » qui sert, une fois de plus, à justifier des normes sociales étriquées, au détriment des territoires, des peuples, des femmes, des personnes racisées, des queers, de tou·te·s ceux qui vivent des oppressions basées sur le genre.



Marionnettes du genre: jouer le rôle de la femme, et puis, quelle(s) femme(s)?

On n'a pas cessé de vouloir enfermer « la » femme dans un bocal hermétique. Et pourtant les identités sont multiples et reliées à la complexité du monde non universel. Plusieurs identités femmes existent, sont appropriées et appropriables. Qui peut définir son identité sinon chaque personne elle-même? Qui peut m'imposer qui je suis?

«La» femme n'existe pas. Néanmoins, nous croyons que des rapports sociaux de pouvoir produisent une catégorie sociale «femmes», à travers une domination qui impose une place, un rôle à jouer. Le genre «femme» est construit socialement et politiquement, au-delà de la diversité des identités et des expériences. Ainsi, on constate que les femmes vivent des impacts différenciés d'un modèle économique basé sur l'extractivisme.

Nous savons que ce n'est pas nouveau et nous constatons que ça continue et ça s'amplifie. Les inégalités structurelles



déjà existantes se trouvent accentuées dans une économie extractive: renforcement des inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes; vulnérabilité des femmes à la dépossession des terres et moyens de subsistance; hausse du travail non rémunéré et difficultés de conciliation vie sociale-famille-travail; hausse de la violence envers les femmes (sexuelle, conjugale, familiale et institutionnelle); exposition aux risques environnementaux et sanitaires; impacts sur la santé; masculinisation exacerbée des espaces de pouvoir et féminisation intensifiée de la pauvreté; augmentation de la criminalisation et de la répression de la résistance des femmes, pour n'énumérer que celles-ci. Le système extractiviste approfondit les divisions genrées (rôles au sein des familles, des couples, des sociétés, des relations sociales) et entretient une binarité qui convient à l'exploitation des ressources. Ce sont des hommes qui sont en majorité les acteurs dominants de l'extractivisme: promoteurs, propriétaires, travailleurs, actionnaires, gestionnaires... Ils définissent les règles et s'approprient le territoire, leur terrain de jeu.

Divisions et binarité: encore une question de profit?

Nous appelons à la destruction de ce modèle productiviste qui est à la fois générateur d'inaptitudes (que cela soit lié, entre autres, à de multiples contaminations environnementales et humaines ou à des accidents de travail) et de handicaps par la configuration des infrastructures nécessaires à l'industrie extractive et créateurs d'emplois destinés à des personnes dites valides, en fonction évidemment de la norme prescrite, c'est-à-dire des personnes pensées productives et productrices. Ces emplois renforcent par leur existence même la conception du handicap et son exclusion (du système productif travaillant). Les possibilités d'exister et les rôles conventionnels proposés et valorisés dans l'hétéropatriarcat occidental s'approfondissent avec et dans le système extractiviste. Il s'agit alors de détruire non seulement les dominations, oppressions et injustices, mais aussi les rôles que nous avons intégrés.

Parce que les oppressions de genre et les oppressions de la nature sont reliées et que la destruction des unes ne va pas sans la destruction des autres. Ces rôles conventionnels nous renvoient à la division du monde, qui nous est habituellement enseigné en termes de dualités. Homme/femme, hétérosexuel/homosexuel, nature/culture, raison/nature, corps/esprit,

rationalité/animalité, raison/émotion, humain/nature, civilisé/primitif, public/privé, soi/l'autre, nous/les autres, classe ouvrière/bourgeoisie, ville/campagne... Vous pouvez continuer la liste. Nous apprenons à associer le *genre féminin* à la nature, à la passivité. La femme à sauver (d'autant plus si elle est «voilée»...). Alors qu'aux hommes on réserve la force, la raison, l'appropriation des richesses. La vision binaire du monde va de pair avec l'essentialisation de la femme.

Pourtant, il est possible de penser des alternatives identitaires, en dehors de la catégorie «femme», tout en reconnaissant que ce groupe social est structuré par des rapports de domination et d'oppressions. Ce sont ces rapports qu'il nous faut détruire. Également, nous souhaitons penser l'être humain comme appartenant à la terre, et non en dehors de celle-ci, la contrôlant. Imaginer et faire exister d'autres formes d'identités, peut-être mouvantes, changeantes, d'autres possibilités d'être, d'autres orientations.

Entrer dans la danse

Mais à cette valse des éléments se joignent, ils s'invitent, pilant sur leurs pieds, un accroche jambe au passage, désorganisant la cadence et refusant de suivre les pas aux 1-2-3. D'une beauté infinie, vastes comme les territoires, multiples comme la biodiversité, nous avons pris l'habitude de les nommer luttes, résistances, solidarités. Invisibilisées, réprimées par les conflits de valeurs, le *savoir-vivre* normatif, les lois, elles existent pourtant et sont bien vivan·te·s. Elles prennent plusieurs formes, s'adaptent aux différents contextes, créant une diversité liée aux rapports sociaux et aux façons de vivre les identités multiples. Et les femmes, parmi d'autres personnes marginalisées, occupent souvent la première ligne de ces résistances pour le territoire.

Nous, vivant·e·s, habitant·e·s de territoires dévastés, colonisés, sommes traversé·e·s par des rapports de pouvoirs et de domination. Nous en sommes parti·e·s prenant·e·s. Nous voulons faire tomber les masques. Nous souhaitons confronter les mille visages de la domination.

Note:

1. GAARD, Greta. 1997. "Toward a queer ecofeminism", page 9. Dans *Hypatia*, vol. 12, no 1.



–Le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) est un collectif qui depuis 2003 réalise de l'accompagnement auprès de communautés et organisations colombiennes tout en dénonçant les intérêts canadiens impliqués dans le conflit social et armé en Colombie. Le PASC œuvre aussi à faire des liens entre des luttes en Colombie et ici face à l'imposition de méga-projets d'extraction des ressources. Ce texte est écrit dans le cadre du projet Des-terres-minées: desterresminees.pasc.ca

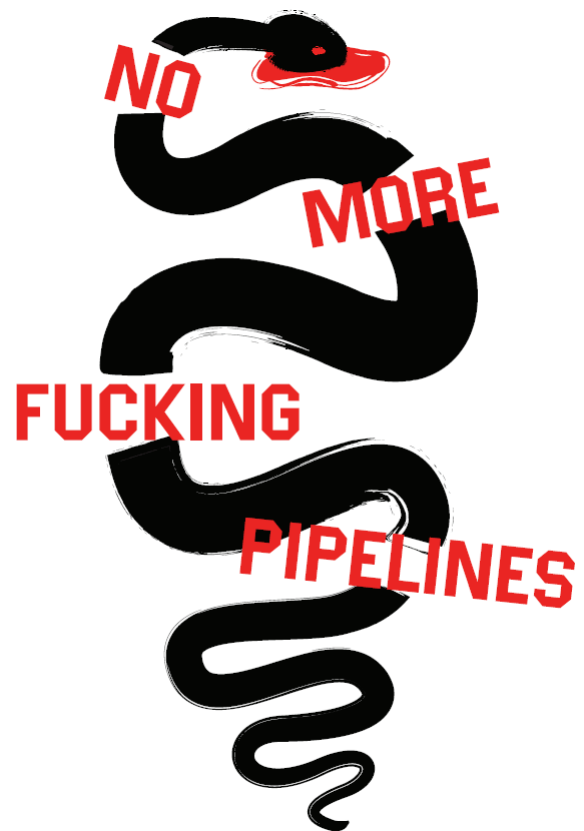
Portrait du Gespe'gewa'gi

Ce texte vise à aborder quelques enjeux contemporains dans le Gespe'gewa'gi (la soi-disant Gaspésie) - un des sept districts du Mi'gma'gi, territoire traditionnel mi'gmaq non-cédé. Avant de commencer, soulignons quelques éléments. Nous (les auteurs) sommes des colons blancs qui bénéficions directement ou indirectement des différentes formes d'exploitation passées et présentes sur le Gespe'gewa'gi; bien que nous abordions certains enjeux vécus entre autres par les communautés mi'gmaq, nous ne pouvons parler en leur nom, ni prétendre comprendre entièrement leurs perspectives, ni les considérer comme des blocs homogènes. Enfin, bien que nous nous concentrons sur le Gespe'gewa'gi, l'assise territoriale des Mi'gmaq aux soi-disants Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse fait en sorte que certains enjeux dépassant le simple cadre de la Gaspésie mériteraient un traitement distinct.

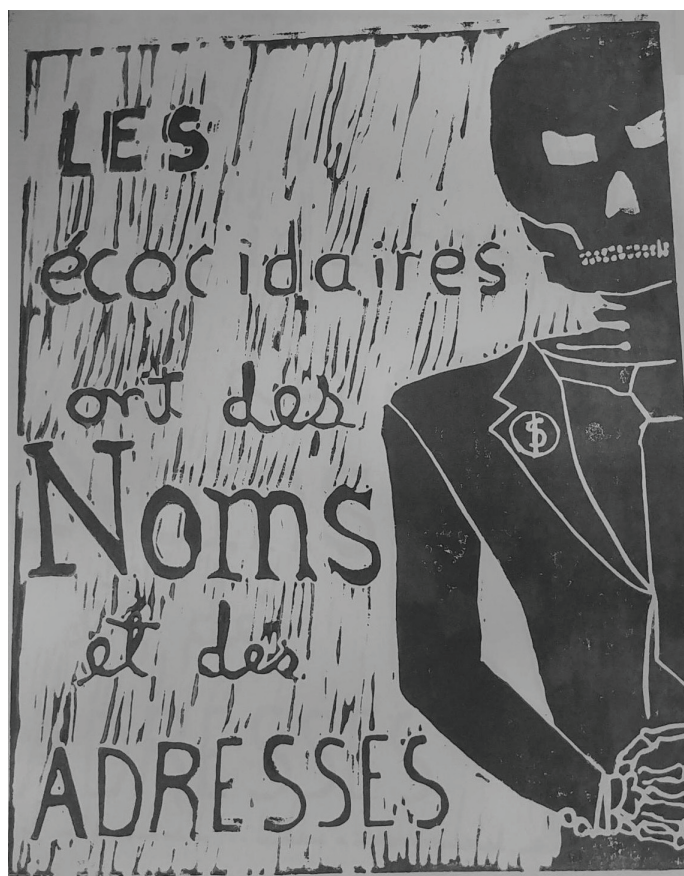
Au Gespe'gewa'gi, les 270 dernières années ont été une période marquée par le colonialisme et le développement capitaliste extractiviste. Dans les années 1750, c'est autour de la pêche à la morue et au saumon que la prise de possession territoriale et l'exploitation débutent réellement. Puis, le 19e siècle voit l'industrie forestière se développer progressivement. Enfin, deux nouvelles industries basées sur l'exploitation des ressources naturelles et l'accaparement du territoire émergent au 20e siècle: l'extraction minière (jusqu'en 1999) et le tourisme. Ces transformations territoriales, économiques et démographiques ne se sont pas faites sans heurts pour les populations locales (et plus particulièrement les communautés mi'gmaqs): création des réserves de Listiguj et de Gesgapegiag, rafles de la communauté de Listiguj en 1981 par la SQ sous le gouvernement de René Lévesque («Événements de Restigouche»), répression des mouvements de travailleurs (révolte des pêcheurs de Paspébiac en 1886, celle de Rivière-au-Renard en 1919, et grève de Murdochville en 1957). Le développement de ce qui est aujourd'hui appelé la Gaspésie repose donc intrinsèquement sur différentes formes d'exploitation du territoire, de ses ressources et des populations qui y vivent; le tout étant réalisé ou soutenu par les forces économiques, politiques et policières ainsi qu'une bonne partie des populations locales.

La période actuelle est marquée par une poursuite des tendances extractivistes de long-terme, parallèlement à un virage superficiellement «vert» qui s'illustre notamment par l'abandon des projets d'extraction d'hydrocarbures, la promotion à tout crin de l'industrie éolienne (LM Wind Power) et les promesses (non-tenues) de rendre l'industrie la plus polluante de la région (Cimenterie McInnis de Port-Daniel) carbo-neutre via l'emploi de combustible bio-masse - une aubaine pour l'industrie forestière qui y voit une occasion de plus d'accroître son activité tout en se donnant une image respectable à grands coups de soutiens publicitaires de la part des élites politiques locales. On assiste ainsi à une «modernisation» progressive d'une région-ressource

traditionnellement présentée comme rétrograde ou enfermée dans un cercle vicieux fait d'éloignement des grands centres, de vieillissement accéléré et de dévitalisation en une région-ressource désormais «cool» et à même d'attirer des hordes de touristes «éco-responsables» pressées de desserrer les cordons de leurs bourses à la seule mention du mot «écotourisme». Et la population embarque, par affinité idéologique ou par conviction que les alternatives n'existent pas, malgré un solde migratoire régional positif depuis une demi-douzaine d'années. Les Mi'gmaq n'échappent d'ailleurs pas à la tendance, ne voulant pas perdre une



fois de plus la part qui leur revient du gâteau, phénomène par ailleurs accentué par l'impératif pressant pour ces communautés de disposer de ressources propres à même de soutenir leur autonomie politique. Notons par ailleurs que si les Mi'gmaq ont aujourd'hui un pied solidement ancré dans les milieux éoliens et forestiers en plus des industries traditionnelles de la pêche et du tourisme, leur part de marché et leur poids environnemental restent anecdotiques en comparaison des acteurs allochtones en Gespe'gewa'gi.



D'un point de vue libertaire, il est difficile de ne pas céder au pessimisme face aux convictions locales que le développement et la constante destruction de notre environnement pour le profit sont les seuls recours à notre disposition. Le Réseau lutte actuellement contre les tentatives de Gaspé Énergies de réouvrir le site Galt ou, à défaut, de s'enfuir avec le plus d'argent possible suite à l'annonce du gouvernement provincial de vouloir interdire les projets gaziers et pétroliers au Québec. La déforestation du territoire du caribou montagnard se fait également de plus en plus menaçante et la cimenterie ne semble pas prête ni à mettre la clef sous la porte ni à cesser de cracher ses émissions toxiques dans la Baie et sur ses riverains. Du côté de la solidarité anticoloniale, certaines actions ont certes

vu le jour sur le territoire afin de soutenir les Wet'suwet'en, ou s'opposer (avec succès) à l'exploitation pétrolière locale mais ces exemples restent trop peu nombreux. Nous avons également eu la chance d'avoir pu participer à un match de soccer contre le racisme en 2019 avec la nation de Gespeg que nous avons par la suite accompagné lors de leur marche pour les enfants retrouvés. Des dynamiques plus individuelles s'observent aussi: le rappeur Q-052 de Gesgapegiag ou encore Tim Adams de la nation Gespeg collaborent ainsi sur une base régulière avec des membres du Réseau. Ceci étant et de manière plus générale, les exemples qui viennent d'être mentionnés n'éclipsent qu'avec peine les tendances coloniales de long-terme dans la région, y compris dans les actions militantes qui y voient le jour; par exemple, on relèvera que les actions ayant débouché sur le blocage du puit de Galt en 2017 ont été entreprises sans aucune tentative d'organisation conjointe préalable avec les Mi'gmaq, dont le soutien n'a été recherché qu'a posteriori malgré de grandes déclarations initiales d'anti-colonialisme de la part des militant·e·s présent·e·s. Il n'est pas rare non plus, autant à droite qu'à «gauche», de voir des gens tenter de trouver des «indiens de service», sollicités à des moments opportuns pour légitimer des intérêts allochtones. Au plan individuel, une manière de renverser la vapeur serait selon nous de cultiver des amitiés Mi'gmaq, d'éviter les autoproclamations «alliées» qui évacuent la complexité du terme et ce qu'il recouvre, de cultiver une compréhension fine des enjeux locaux et de leur complexité et, au plan collectif, d'accepter que l'autogestion et l'autodétermination des peuples peut également être une invitation au silence de notre part, silence qui ne signifie pas pour autant un abandon de l'aide logistique que nous apportons dans les combats locaux pour la destruction des mégas projets extractivistes et en soutien aux initiatives autochtones locales.

En guise de note finale, nous désirons mentionner notre inconfort à nous exprimer plus avant sur les enjeux abordés, sur lesquels un point de vue autochtone nous aurait semblé plus pertinent et sans doute plus éclairant.

—Réseau Libertaire Brume Noire

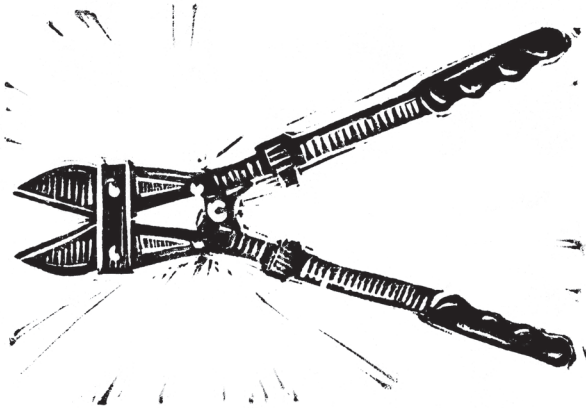
Suggestions de lecture:

- Mawiomi Mi'gmawei de Gespe'gewa'gi, Nta'tugwaqanminen – Notre histoire: L'évolution des Mi'gmaqs de Gespe'gewa'gi, Presses de l'Université d'Ottawa, 2018.
- Dupuis-Déri et Pillet (ed.), L'Anarcho-indigénisme, Lux, 2019.
- Glen Sean Coulthard, Peau rouge, masques blancs: Contre la politique coloniale de reconnaissance, Lux, 2021.



Retour sur le projet de barrage hydro-électrique de la Romaine

«Énergie propre, renouvelable, fiable et abondante» sont les premiers descriptifs du projet sur la rivière Romaine que publie Hydro-Québec. Sommes-nous étonnés? Non, car à première vue, cette société d'État québécoise présente fièrement ce projet sur leur site, dans une vidéo glorieuse, défilant quelques faits sur le barrage. Elle exprime entre autres que la réalisation du projet se fait en collaboration avec les collectivités locales, que la construction crée plus de 1000 emplois dont 45% des travailleurs sont locaux et que l'empreinte environnementale est réduite. Ce projet de 4 barrages hydro-électriques a démarré en 2009 avec la Romaine-1 et se termine avec la Romaine-4. Si on se fiait uniquement à Hydro-Québec, il serait facile de tomber dans le piège et penser que ce projet est l'avenir pour le financement de notre système d'éducation et de santé. Ce projet est toutefois loin d'être aussi innocent que les «bâtisseurs d'eau de la deuxième moitié du XXe siècle» tentent de le présenter.



Des projets comme la Romaine ont de lourdes conséquences, et ce, sur plusieurs plans. Tout d'abord, les communautés innues ont vu leur territoire pris d'assaut par la société d'État en échange de «compensations monétaires» qu'ils peinent à obtenir. On a pris leur milieu en otage et tel que le mentionne madame Émilie Paquet, journaliste dans *Le Journal de Baie-Comeau*: «le gouvernement a utilisé leurs problèmes sociaux et financiers pour faire signer les ententes».¹ Hydro-Québec a donc exploité une rivière sur un territoire qui appartenait aux Premières Nations sans se soucier de ces individus. Le plan a été commencé sans concertation, c'est pourquoi des militant·es innu·es ont régulièrement organisé des actions et blocages afin de s'opposer au projet.² Il ne faut pas oublier aussi tous les impacts environnementaux d'un tel projet. L'harnachement de la rivière et les réservoirs ont amené des conséquences irréversibles sur la

faune et la flore en plus d'importantes inondations. Ces dernières ont fait fuir le gibier comme le caribou, ce qui nuit directement aux innu·es qui souhaitent continuer de pratiquer leur mode de vie traditionnel, dont la chasse. De plus, les inondations dans les forêts libèrent du mercure, qui est un élément extrêmement neurotoxique pour les humains et les animaux. Cette substance est aussi absorbée par les poissons qui vivent dans ces eaux et les contaminent. C'est un impact environnemental vraiment majeur étant donné que ça nuit à la reproduction du poisson en plus de nuire directement aux humains qui consomment ces poissons. Hydro-Québec refuse malheureusement toujours de reconnaître leur relation avec le mercure dans le sol boréal et ce même élément chimique dans le poisson. Pas surprenant! Ce n'est que quelques exemples parmi tant d'autres des résultats d'une destruction d'un territoire par une société. Ça a été un choix politique et collectif, faiblement critiqué par les blancs, dans une stratégie économique réfléchie et conséquente.

Le but d'Hydro-Québec est de faire un maximum de profit, que ce soit en vendant l'électricité à l'étranger ou ici. Alors que les prix de l'électricité augmentent, il convient de garder en tête que le prix de l'électricité est une taxe régressive, alors que les appartements moins bien isolés coûtent plus cher en chauffage et que ceux-ci sont habituellement habités par les plus démunis, si bien que la part des revenus consacrés au chauffage décroît avec le revenu (ou: plus t'es pauvre, plus tu payes).³ De plus, Hydro-Québec offre même des programmes d'économie d'énergie destinée aux propriétaires de maisons, tels que le programme Novoclimat pour avoir une maison plus isolée à des coûts réduits. Pendant ce temps, on met du plastique dans nos vitres et les propriétaires n'ont aucun avantage à isoler nos logements, sachant très bien qui paye l'électricité. C'est encore une fois les plus nanties qui ont l'avantage des plus démunis.

C'est dans ce contexte que prennent sens les hausses de tarifs continues d'Hydro-Québec. Toutefois, bien que le prix de l'électricité ait augmenté de 20,4% entre 2004 et 2013, il est possible que la hausse des tarifs d'électricité atteigne plus de 5% l'an prochain.⁴ Dans cette même optique, on critique dans l'ouvrage *«Les mauvais coûts d'Hydro-Québec»* que les tarifs d'Hydro-Québec pour les grandes entreprises soient moins chers que les tarifs résidentiels.⁵ Dans les faits, les



client·e·s d'Hydro-Québec sont loin d'être égaux et égales par rapport à ses transformations de structure de prix. Le "Maîtres chez nous" de 1962 prend tout son sens: on veut créer des maîtres et des possédants aux dépens des communautés autochtones et des plus démun·e·s. Hydro-Québec est la créature d'un État capitaliste et donc sa visée est la croissance économique, peu importe ceux et celles qui en souffrent.

C'est pourquoi on va de l'avant avec de nouvelles constructions comme le projet dans le nord-est de la Colombie-Britannique qui comprend la construction et l'exploitation d'un barrage hydro-électrique de 1 100 mégawatts sur la rivière de la Paix. C'est le simple résultat d'un système économique capitaliste. Sur le long terme, chaque alternative connue telle que l'énergie solaire, les éoliennes, la biomasse et la géothermie ont plus de bénéfices que l'hydro-électricité.⁶ Évidemment, toutes ces options ne sont pas sans impacts aucuns, mais elles valent assurément la peine d'être considérées même si elles ne sont pas aussi lucratives. Malgré tout, on continue de voler des terres pour la construction de projets coûteux qui produisent de l'énergie faussement propre. On est prisonnier·ère·s et impuissant·e·s face aux décisions prises en silo d'une élite d'individus politiques qui est menée par une logique économique où le profit à court terme est privilégié. Ça semble fataliste comme vision de l'avenir, mais justement, comment peut-on apprendre de nos erreurs et ne pas reproduire de telles bourdes comme celle de la Romaine-4 où l'on produit à perte de l'électricité⁷ tout en sabotant l'environnement et les ressources des communautés innues, en passant outre leur souveraineté territoriale et en continuant de fournir énergétiquement de grandes industries extractives à faible coût? Toutefois, le problème n'est pas tant dans la production énergétique que dans son usage.

En effet, il est également incompréhensible qu'on ne se questionne pas plus sur nos besoins de consommation et de production. Il est grand temps de détruire le mythe de l'hydroélectricité «propre» puisqu'au final, cette électricité alimente des entreprises extrêmement polluantes et destructrices. La solution la plus prometteuse pour notre planète semble être une combinaison de plusieurs énergies vertes qui pourraient fournir en électricité ce que les individus consomment, mais d'abord, s'attaquer au système qui priorise les profits au détriment de la santé des écosystème et des communautés. Questionnons-nous à savoir si nous avons réellement besoin de produire autant, sinon plus d'hydro-électricité plutôt que de simplement envisager de réduire notre consommation individuelle et de modifier notre mode de vie.

Notes:

1. Voir: <https://www.erudit.org/fr/revues/raq/2008-v38-n2-3-raq3864/039803ar/>
2. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/552496/route-138-bloquee-innus-maliotenam-opposition-hydro-quebec>
3. <https://www.nonauxhausse.org/wp-content/uploads/DocumentHQ.pdf>
4. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1867518/tarifs-hydro-quebec-hausse-inflation-loi-legault-budget>
5. Breton, Gaétan; Blain, Jean-François, « Les mauvais coût d'Hydro-Québec », Éditions Varia, Fonds, 1999, 184p.
6. Voir: <https://www.youtube.com/watch?v=RcNBHogGzNs>
7. Voir: <https://www.youtube.com/watch?v=RcNBHogGzNs>

Une nouvelle constitution pour le Chili?

Le Chili s'apprête à mettre en place une nouvelle constitution pour remplacer la constitution chilienne actuelle. La constitution actuelle a été promulguée en 1980 par Pinochet afin de se maintenir au pouvoir, et favorise clairement la droite. Cette réécriture de la constitution survient à la suite de grandes manifestations en 2019, qui dénonçaient entre autres le caractère anti-démocratique de celle-ci. Une assemblée

constituante a donc été élue, avec 17 sièges sur 155 réservés aux personnes autochtones. Les 155 membres ont choisi la présidence de l'assemblée après deux tours d'élection, choisissant Elisa Loncón Antileo, une femme Mapuche.

L'assemblée s'est tenue une première fois en juillet 2021, et doit produire un projet de constitution entre mars et juin 2022. La présence d'autochtones dans l'assemblée et à sa présidence donne beaucoup d'espoirs que les autochtones du Chili soient reconnu·e·s, elleux qui sont complètement absent·e·s de la constitution de Pinochet. Cependant, la droite a déjà commencé à mobiliser contre la future constitution, même si elle n'est pas encore écrite. La droite risque en effet de perdre beaucoup de pouvoir si la constitution de Pinochet est abandonnée.

Pour plus d'informations:

[https://en.wikipedia.org/wiki/Constitutional_Convention_\(Chile\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Constitutional_Convention_(Chile))



Les médias sociaux, qu'est-ce qu'on crisse avec ça?

Une étude de 2013 rapporte que la consommation électrique mondiale attribuable à l'Internet est de 7%, incluant la construction et l'utilisation d'ordinateurs et de téléphones intelligents, ainsi que les centres de données et l'entretien des réseaux. Ça semble bien peu, mais c'est plus que la consommation électrique de l'Inde en entier. Pour le dire autrement, les réseaux dont nous dépendons quotidiennement pour nos communications et nos loisirs demandent autant d'électricité que 1,4 milliards de personnes. Le problème, c'est que notre futur sera de plus en plus connecté, et qu'il est prévu que la consommation électrique continue d'augmenter de façon exponentielle. Bref, si l'on a besoin de construire toujours plus de barrages hydroélectriques, c'est un peu à cause de nos nouvelles façons de communiquer.

Toutefois, les réseaux sociaux ne sont pas un simple ajout à nos modes de communication, mais sont en fait essentiels à nos vies quotidiennes. Elles sont donc un problème collectif, puisque, pour avoir accès à nos ami·e·s et à nos familles, les réseaux sociaux sont de plus en plus nécessaires. Plutôt que de payer 30\$ par mois à Bell pour pouvoir appeler la famille, les réseaux

sociaux sont désormais gratuits, mais avec des publicités en prime. Ces revenus de publicités sont venus ronger les revenus des médias de communication traditionnels, que ce soit la télé, la radio ou les journaux. Ce sont les revenus publicitaires de ces médias qui sont devenus les profits de Meta¹ et de Google. De cette façon, puisque les médias traditionnels ont perdu une forte part de leur revenus, le contenu produit est de plus en plus superficiel, tout ça pour concurrencer avec les *memes* qui tournent sur Facebook.

Les médias sociaux fuckent le monde

On pensait avoir vu le bout de la marde avec les médias traditionnels, avec les radios-poubelles et l'islamophobie flagrante de TVA. Mais, pour diffuser des informations plus cadrées sur nos intérêts, les médias doivent mieux nous connaître. Une telle connaissance dans les mains des capitalistes devient rapidement encore plus dangereuse que les médias traditionnels. Rappelons le scandale de Cambridge Analytica. La compagnie a obtenu les informations sur 50 millions d'utilisateur·trice·s de Facebook aux États-Unis, de manière à les viser avec des publicités



ciblées dans le contexte de l'élection de Trump en 2016. La logique est simple, on présente des publicités spécifiques qui disent aux votant·e·s ce qu'ils veulent entendre. Le but n'est plus de présenter une plateforme cohérente, mais de présenter des aspects spécifiques à des populations spécifiques. Les connaissances qu'ont les médias sociaux de nos habitudes sont ce qui est vendu aux plus offrants, et donc les riches peuvent acheter du pouvoir politique à nos dépens.

La croissance du conspirationnisme n'est pas non plus étrangère à la forte utilisation des médias sociaux pendant la crise de la COVID. Ceci est dû au fait que ce sont les positions les plus extrêmes et les plus succinctes qui sont les plus appréciées sur les réseaux sociaux. Il est évident que plus de gens vont lire un message qui dit «fuck you» qu'une longue remise en question nuancée d'une situation particulière, et les «likes» seront accordés en conséquence. Sans compter que c'est beaucoup plus facile d'être bête sur un clavier à des kilomètres de distance. Ainsi, le délaissement du dialogue et de l'échange fait que les personnes les plus vulnérables se retrouvent ainsi fréquemment isolées dans des groupes conspirationnistes, parce les autres n'ont pu intervenir avant qu'une personne ait reconstruit un sens dans cet univers. Lorsqu'un·e de nos proches nous transfère un article conspirationniste: iel est au mieux ignoré·e, ou au pire insulté·e. Les discours conspirationnistes peuvent alors transformer la colère de la population en actions contre les mesures sanitaires, contre les étranger·ère·s, contre tou·te·s, sauf contre les dirigeants.

D'une façon similaire, l'importance accordée à l'image et au jugement affecte les utilisateur·trice·s. Plutôt que de favoriser la diversité, une tyrannie de la majorité règne sur Facebook, favorisant des stéréotypes de beauté. Frances Haugen, une ancienne employée de Meta, rapporte que la compagnie n'agit pas, bien qu'elle sache que sa plateforme exacerbe les risques de suicide chez les adolescent·e·s. Bref, tant au niveau des effets politiques que des effets sur le conspirationnisme ou sur le suicide, on a un succès à descendre encore plus bas que TVA.

Comment s'en sortir?

Ce qui importe dans tout les médias c'est la ratio signal/bruit. Le signal, c'est l'information pertinente, alors que le bruit, c'est la publicité, l'impertinent, le fait divers. C'est pourquoi il ne faut pas sauver Radio-Canada, pas plus que les médias Québécois. En fait, vous tenez une alternative dans vos mains: le bon vieux papier permet encore de transmettre des informations, des réflexions, et des réseaux de distribution existent pour toucher une certaine partie de la gauche. De la même façon, il est possible de mettre en place des outils de communication

alternatifs au sein de nos organisations, que l'on pense à des listes courriel ou à des groupes Signal. De la même façon, les personnes visées par nos événements circulent dans des quartiers circonscrits, il est possible de communiquer par le biais d'affiches et de collants. On connaît la quantité de bruit et de signal qui se rend dans les quartiers: les collants sont rares dans Westmount. Lorsqu'il s'agit de rejoindre des personnes hors de nos cercles, par exemple, par les associations étudiantes, il reste possible de contacter directement ces organisations, ou même d'aller en personne annoncer nos événements lors des assemblées générales. Bref, les groupes de gauche savent généralement où trouver les personnes qu'ils visent à mobiliser, et il ne s'agit que de réfléchir avant de sauter sur le clavier.



Une considération sur le temps et la mobilisation semble importante. Effectivement, grâce à Facebook, on peut organiser une manifestation à trois jours d'avis, et souvent moins. En utilisant cette stratégie on accepte une temporalité d'action dictée par le marché: il faut exploiter la colère immédiatement, comme si les genses allaient cesser d'être révolté·e·s trois jours plus tard. Il semble nécessaire de penser aux implications de ces nouvelles habitudes militantes et la dépendance qu'elle entraîne face à des formes de communication nocives pour la société.

Il faut trouver de nouvelles manières d'échanger, de se parler. Il faut rebâtir des alternatives à échelle humaine, communiquer loin des ordinateurs. Avant Facebook, le seul endroit où être militant·e, c'était dans les actions, dans la rue, et dans les réunions. Il faut ramener à la vie les poteaux de nos quartiers pour que les affiches, les collants et les graffitis crient nos luttes. Il faut sortir dehors, parler, échanger. Ou simplement profiter des arbres, des lacs et des rivières en prenant des journées de congé loin des médias anxiogènes.

Note:

1. Meta est l'entreprise qui possède Facebook, Instagram et Whatsapp.



Amour et rage dans la forêt humide: Un rapport du blocage à Fairy Creek

20 août 2021 — Rapport et analyse sur le blocage en cours à Fairy Creek contre l'exploitation forestière.

Territoire Pacheedaht non cédé. Soi-disante "Île de Vancouver", soi-disante "Colombie-Britannique", soi-disant "Canada".

- Une année de blocage sans relâche contre l'exploitation forestière, sous invitation du chef héréditaire Victor Peter et de l'aîné Bill Jones.
- Trois mois d'invasion policière (c'est-à-dire d'«application d'injonctions» pour la société d'exploitation forestière Teal Jones) qui ont donné lieu à plus de 650 arrestations.
- Des milliers de personnes qui participent, visitent, démontrent leur support.
- De nombreuses actions de solidarité menées de toutes parts, et des blocages d'exploitations forestières en cours ailleurs à travers cette province coloniale: la Colombie-Britannique.

Ce mouvement a déjà prouvé sa résilience à maintes reprises. Pourtant, la situation aux blocages semble parfois désastreuse ces derniers temps. Nos cœurs sont lourds, mais notre volonté est forte. En 2021, à Ada'tsx, le Groupe de Réponse Communauté-Industrie (Community Industry Response Group-CIRG) de la GRC a procédé à des arrestations massives et à l'incarcération de défenseur·euse·s du territoire. Alors que de nombreux·es réformistes considèrent les arrestations massives dans le cadre d'une campagne de désobéissance civile axée sur les médias comme la seule stratégie permettant de remporter une quelconque victoire, le CIRG ne se limite pas à cette pratique. Au contraire, le CIRG mène une guerre à large déploiement sur des terres autochtones non cédées.

Depuis le début de l'invasion de la GRC, les arrestations sont de plus en plus arbitraires, brutales et dangereuses, une tendance qui semble s'être accentuée ces dernières semaines. Alors que la couverture médiatique a gravement diminué et que les journalistes elleux-mêmes ont été brutalisé·e·s, arrêté·e·s ou se sont vu·e·s refuser l'accès, la GRC (portant des symboles suprématistes «ligne bleue» et couvrant leur nom et leur numéro de badge), agissant en toute impunité et au mépris des réprimandes et des décisions des tribunaux, a continué à utiliser des «zones d'exclusion» extrajudiciaires. Ces zones permettent à la GRC d'empêcher l'accès aux médias, de détenir et d'arrêter illégalement des personnes, souvent sans inculpation, et de les relâcher souvent quelques heures plus tard, de manière imprévisible et dans des lieux différents.

En plus de centaines d'arrestations, la GRC a mené des centaines d'opérations violentes, de nature psychologique, sans arrestations. Par exemple: des agents en civil et camouflés font des raids de nuit pour saboter, voler ou détruire l'infrastructure du blocage, de l'équipement, des outils, des abris, des meubles et des articles personnels. Ils profèrent des menaces, allument des lumières, font retentir des sirènes, brandissent des armes, feignent de foncer dans la foule avec leurs véhicules de police, etc.



En effet, les militant-es ne peuvent plus compter sur un scénario d'arrestations «pacifiques». La GRC, qui collabore illégalement avec Teal Jones pour faire respecter l'injonction, est passée de l'utilisation d'excavatrices de manière extrêmement dangereuse pour extraire les gens de trépieds et de barricades dans les tranchées, à l'utilisation de tronçonneuses jusqu'à ce que les gens tombent, à l'ensevelissement des occupant-es des tranchées avec de la terre et du gravier, et à l'utilisation de véhicules pour foncer sur les militant-es. Ceci entraîne des blessures graves pour lesquelles les traitements médicaux sont refusés ou retardés. De plus, de nombreuses personnes se font également refuser accès à la nourriture et à l'eau, sont soumises à une exposition prolongée au soleil et à la chaleur, et sont enfermées dans des véhicules de police garés au soleil jusqu'à ce qu'elles perdent connaissance. Les personnes marginalisées sont généralement la cible des pires brutalités. Un jeune autochtone à qui l'on a refusé l'accès à ses médicaments contre les crises d'épilepsie lors de son arrestation est mort d'une insuffisance cardiaque quelques semaines plus tard. De nombreuses femmes ont également subi des agressions sexuelles commises par des policiers.

Soyons clair-e-s: la non-violence n'existe pas. Les blocages sont une violence économique. Certain-e-s travailleur-euse-s de l'industrie forestière ont perdu leur emploi à cause de ceux-ci. Faire obstruction «pacifiquement» à l'invasion de la GRC pendant trois mois est une violence économique contre l'État. Être battu jusqu'à la moelle par un policier ou un travailleur de l'industrie lors d'une occupation est violent, pour soi-même et pour sa communauté.

Courageusement, certain-e-s défenseur-euses du territoire se libèrent du culte absurde de la non-violence. Certain-e-s résistent à l'arrestation, désarrêtent leurs camarades, poussent la police lorsqu'elle dépasse les lignes de police, se maintiennent en position de blocage et disparaissent dans la forêt avant d'être arrêté-e-s, etc. Stratégiquement, des accès sont verrouillés, d'autres sont libérés, et de plus en plus, la police elle-même est la cible de l'action, qu'il s'agisse d'un verrou clandestin sur la porte de leur enceinte, ou d'un blocage mis en place spécifiquement contre leurs véhicules.

De jeunes radicaux, qui constituent souvent la majorité des participant-e-s du blocage, y compris de nombreux-ses jeunes autochtones, ont vu clair dans les discours «pro-industrie, pro-croissance» et pro-police, et renversent avec éclat la tendance.

La résistance inspirée par les blocages d'Ada'itsx vise non seulement l'exploitation forestière, un vestige symbolique de la vieille croissance, mais également les porcs capitalistes, racistes et coloniaux de la GRC.



Les flics sont l'armée, l'industrie, le gouvernement, le prédateur, l'ennemi, et ceci n'est rien de moins qu'une guerre pour notre survie... L'éternelle «guerre dans les bois» de la soi-disant Colombie-Britannique n'est pas seulement une métaphore accrocheuse. Nous nous battons, nous nous défendons pour tenir l'ennemi responsable et, suite à la réalisation que justice ne sera jamais atteinte, nous faisons tout ce qui sera nécessaire pour atteindre la libération.



Nous tenons à exprimer notre admiration pour le blocage d'Ada'itsx... pour ses fortes valeurs anticoloniales, sa créativité ingénieuse, son esprit rebelle, sa mobilisation sans relâche, ses capacités avérées à déjouer les flics et à reprendre le terrain perdu, et son engagement absolu à se battre durement sur le terrain depuis plus d'un an maintenant. Que la lutte continue!

Nous continuons à repousser les ONG environnementales (ONGE) et les politiciens qui infiltrent nos mouvements, ainsi que ceux qui leur permettent de le faire. L'autonomie de la base de ce mouvement est vitale pour sa force et son existence même. Une génération a été perdue à cause de la répression, de l'embourgeoisement, de la transphobie, du nihilisme, de la politique abrutissante des ONGE et des routines de protestation, ainsi que des compromis colossaux des ONGE comme l'accord sur la «Grande forêt pluviale de Bair». Une nouvelle génération de résistance semble se forger sur les lignes de front à Fairy Creek.

Solidarité avec le blocage des Gitxsan... Skoden! Avec les jeunes TliaAda'amon et Homalco qui bloquent Western Forest Products. Avec les Nuxalk de la base qui prennent position pour leur terre, et qui dénoncent l'horrible capitulation qu'est l'accord GBR. Avec le village de Hiladi... Landback, plus de traité! Avec l'Old Growth Revylution... l'action directe donne satisfaction! Avec les rebelles qui bloquent la GRC à Castlegar! Merci.

Pour une diversité de tactiques. Pour une rage sans limite contre l'État colonial. Pour une libération totale.

—Des anarchistes

Contre le capitalisme et ses complices

Accueillons l'adrénaline dans nos veines
Cette colère collective
Allumée par les injustices quotidiennes, par une
Bourgeoisie qui s'enrichit toujours plus.

Abolissons les systèmes d'oppression soudés l'un à l'autre avec de la crazy glue,
Construisons un futur radicalement réimaginé
Aux hiérarchies démantelées, dans lequel nous pourrions
Boire les voix de ceux que l'Élite essaie de taire.

Au sein de nos appartements trop petits, trop chers,
Cultivons connexions et camaraderies,
Abitons des mondes meilleurs,
Brisons les plafonds de verre et les planchers de marbre.

Anéantissons ce régime colonial qui justifie abus et occupations,
Ces engrenages capitalistes, racistes, qui se mouent tout seuls,
Aussi vite que les dynamiques de pouvoirs permettent aux
Blessures d'être gravées dans la peau des générations futures.

Arsenal de guerre, violences et domination
Compromettent l'illusion d'innocence d'un système qui
Abat les arbres et les voix dissidentes, qui nous
Brûle de l'intérieur au profit des banques, des industries, des prisons et des patrons.

Assurément, quand le système t'es profitable,
Concevoir qu'il doit être détruit semble impossible,
Admettre la nature systémique des violences, improbable et pourtant,
Brandir ton gun comme un kid ne t'exempte pas de responsabilité.

Au contraire, nous sommes
Consent-e-s des marques que tu laisses sur nos corps.
Assoiffé-e-s de justice, et en toute solidarité, nous
Bâtissons des relations hors de ton cadre utilitaire et productif.

Avançons ensemble et
Cesserons de banaliser ces actes violents,
Accrocherons notre rage dans la rue comme une bannière éternelle et
Bloquerons tout ce qui sera nécessaire.

À travers Tio'tia:ke,
Connu sous le nom colonial Montréal,
Apparaîtront des feux colorés qui
Borderont la nuit d'un espoir renouvelé.

COLONIAL & ÉCOCIDAIRE: LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE!

MANIFESTATION

Place du "Canada"
(Métro Bonaventure)

5PM

1^{ER} MAI
2022
ANTICAPITALISTE



clac-montreal.net